



---

## EVALUATION FINALE

# « Projet renforcement de la résilience communautaire à la désinformation dans les régions du nord et du centre du Mali »

---

MAI 2023

Sékou DOUMBIA,

*Consultant principal, LEFAS SARL*

Zoumana KONE,

*Consultant associé, LEFAS SARL*

---

Contacts :

**Tahirou DOUNDA**

*Directeur Pays*

**Search for Common Ground**

Bamako-Mali

Tel : 92 63 23 65

Email : [tdounda@sfcg.org](mailto:tdounda@sfcg.org)

**Moussa LEWA**

*DME Manager*

**Search for Common Ground**

Bamako, Mali

Tel : 79 36 98 97

Email : [mlewa@sfcg.org](mailto:mlewa@sfcg.org)

## TABLE DES MATIÈRES

### Table des matières

<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>2</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b>	<b>3</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b>	<b>4</b>
<b>ABRÉVIATIONS</b>	<b>5</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b>	<b>6</b>
<b>I. CONTEXTE DU PROJET</b>	<b>16</b>
1.1. Introduction	16
1.2. Sommaire du Projet	16
<b>II. À PROPOS DE L'ÉVALUATION</b>	<b>17</b>
2.1. Objectifs	17
2.2. Cibles de l'évaluation	17
2.2. Zones cibles de l'évaluation	17
2.2. Méthodologie de l'évaluation	18
2.3. Difficultés et limites de la méthodologie	21
<b>III. RÉSULTATS</b>	<b>22</b>
3.1. Pertinence	22
3.2. Efficacité	25
3.3. Effets du projet	35
3.4. Durabilité	49
3.6. Leçons apprises	50
<b>IV. CONCLUSIONS</b>	<b>52</b>
<b>V. RECOMMANDATIONS</b>	<b>53</b>
<b>6. ANNEXES</b>	<b>56</b>

## LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1: Répartition de la taille de l'échantillon par commune selon le sexe</i>	17
<i>Graphique 2: Perception des répondants sur la collaboration dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine</i>	34
<i>Graphique 3: Répartition des personnes enquêtées selon leur perception sur l'état de collaboration dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine</i>	35
<i>Graphique 4: Répartition des personnes enquêtées selon leur perception face aux rumeurs et aux fausses informations</i>	38
<i>Graphique 5: Perception des personnes enquêtées sur les impacts des rumeurs, discours de haine et fausses informations sur la cohabitation entre les communautés selon le sexe</i>	41
<i>Graphique 6: Répartition des personnes enquêtées selon la fréquence d'accès à des informations fiables et crédibles</i>	44
<i>Graphique 7: Répartition des personnes enquêtées selon leur perception sur la fiabilité des sources d'information</i>	45
<i>Graphique 8: Répartition des personnes enquêtées selon leur perception sur le niveau de confiance entre les communautés</i>	46

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Répartition de l'échantillon des informateurs clés	16
Tableau 2: Tableau 1: Répartition de l'échantillon des informateurs clés	17
Tableau 3: Répartition de l'échantillon des selon les catégories d'âges	18
Tableau 4: Etat de réalisation des activités	26
Tableau 5: Tableau de réalisation des objectifs et résultats attendus	29
Tableau 6: Perception des personnes enquêtées selon sur l'évolution des rumeurs, de discours de haine et de fausses informations au cours des deux dernières années	37
Tableau 7: Répartition des personnes enquêtées selon les attitudes adoptées face aux rumeurs, aux fausses informations et aux messages haineux pour préserver la cohésion sociale	37
Tableau 8: Répartition des personnes enquêtées adoptant des attitudes critiques face aux rumeurs et fausses informations	39
Tableau 9: Répartition des personnes enquêtées selon leurs réactions après avoir été victimes de désinformation, de discours de haine et de fausses informations	41
Tableau 10: Perception des personnes enquêtées sur les impacts des rumeurs, discours de haine et fausses informations sur les jeunes selon le sexe	42
Tableau 11: Perception des personnes enquêtées sur les impacts des rumeurs, discours de haine et fausses informations sur les femmes selon le sexe	42
Tableau 12: Perception des personnes enquêtées sur les impacts des rumeurs, discours de haine et fausses informations sur la cohabitation entre les communautés selon la région	43
Tableau 13: Répartition des personnes enquêtées selon leur perception sur les acteurs qui contribuent à la propagation des rumeurs et des fausses informations	43
Tableau 14: Répartition des personnes enquêtées selon les sources d'informations	45
Tableau 15: Répartition des personnes enquêtées selon leur perception sur le niveau de cohésion entre leurs communautés et celles d'autres	47
Tableau 16: Répartition des personnes enquêtées selon les types d'activités menées pour contribuer à la cohésion sociale au sein de leurs communautés	48
Tableau 17: Répartition des personnes enquêtées selon les types d'activités menées pour contribuer à la lutte contre les rumeurs et les messages de haines	49

## ABRÉVIATIONS

CAFO :	Coordination des Associations et ONG féminines du Mali
CEDEAO :	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest Organisation régionale ouest-africaine
CNAP :	Centre National d'Alerte Précoce du Mali
CNJ :	Conseil National de la Jeunesse
FDS :	Forces de Défenses et de Sécurité
LEFAS :	Laboratoire d'Études et de Formation en Analyse Statistique
MINUSMA :	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
ODD :	Objectif de Développement Durable
PAP :	Plateforme d'Alerte Précoce
PCP :	Projet de Consolidation de la Paix
PSIRC :	Programme de Sécurisation Intégrée pour les Régions du Centre
PSOP :	Programme pour la stabilisation et les opérations de paix
RECOTRADE :	Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement du Mali
SPSS :	Statistical Package for the Social Sciences

## RESUME EXECUTIF

### *Méthodologie*

La présente évaluation finale visait à mesurer les résultats du projet en termes de réalisation des objectifs et des résultats attendus, ainsi que sa contribution à la réalisation de l'objectif global.

L'évaluation a couvert quatorze (14) communes d'intervention du projet, à savoir : Bandiagara, Ségué-Iré, Bankass, Dimbal (Région de Bandiagara), San, Kava, (Région de San), Niono, Diabaly (Région de Ségou), Gao, Gounzoureye, Ansongo, Bara (Région de Gao), commune IV et VI (District de Bamako). Dans chaque commune, deux villages ont été choisis.

Les questions d'évaluation indiquées dans les termes de références, ainsi que les indicateurs du cadre logique appellent à l'exploitation de données qualitatives et quantitatives, mais aussi à une analyse documentaire. A cet effet, notre approche a consisté à considérer les informations existantes (données secondaires), et à réaliser des enquêtes structurées auprès des individus, des entretiens avec les informateurs clés et des discussions en focus group.

Des entretiens individuels ont été réalisés auprès des parties prenantes impliquées dans le projet autour des questions clés d'évaluation alignées à leurs niveaux et domaines d'implication. Au total, 75 entretiens ont été réalisés avec les informateurs clés concernés dont 24 avec des femmes.

Des discussions en focus-group ont été réalisées avec les membres des communautés concernées afin d'engager des discussions interactives avec des groupes homogènes de personnes autour de certaines questions d'évaluation. Un total de 28 Focus group de discussions touchant **195 personnes** (108 femmes et 87 hommes).

Un sondage de la population avec une précision de 5% et un niveau de confiance de 95%. Le sondage a touché 417 personnes dont 186 femmes (45%), a été réalisé.

La collecte des données s'est déroulée du 31 mars au 12 avril 2023, dans les localités concernées par l'étude. Elle a été assurée par trois (3) équipes réparties comme suit : Une équipe pour la région de Bandiagara ; une équipe pour la région de Gao et une équipe pour les régions de Ségou, San et le District de Bamako.

### *Principaux résultats*

#### *Pertinence et cohérence*

Les objectifs et activités du projet cadrent bien avec le contexte des zones, marqué par l'utilisation incontrôlée de l'information (notamment sur les réseaux sociaux) et, conduisant à la diffusion de fausses informations, rumeurs et messages de haine, préjudiciables à la cohésion sociale.

La pertinence du projet est également justifiée par l'alignement de ses objectifs et interventions avec les politiques et stratégies nationales du Mali en matière de traitement de l'information et de cohésion sociale.

- Une étude a été préalablement réalisée pour identifier les thématiques des émissions radiophoniques autour de la cohésion sociale, du vivre ensemble, de la paix, du renforcement de la résilience des communautés face à la désinformation, aux rumeurs, et la circulation des messages de haine. Cela pour permettre aux uns et aux autres de cultiver le vivre ensemble afin que la stabilité, la sécurité règnent.
- L'objectif spécifique 2 du projet s'aligne avec le Pilier 1 de la Politique contre le terrorisme et de l'extrémisme violent au Mali, notamment le volet relatif à la production et la diffusion de l'information.
- La vision proposée dans la théorie de changement du projet, « *réduire la désinformation et les discours de haine pour réduire et prévenir les conflits violents et l'insécurité dans les zones ciblées tout en renforçant la participation des femmes et des jeunes* » a contribué à l'axe 2 de la stratégie nationale de la réconciliation et de la cohésion sociale « la promotion de la culture de la paix et des Droits de l'Homme ».
- Le résultat ultime du projet, à savoir, « Renforcer la résilience communautaire à la désinformation dans les régions du nord et du centre du Mali » contribuent à l'axe 1 « *une région sécurisée, stable et en paix* » du plan stratégique 2050 de la CEDEAO.
- L'objectif spécifique 2 du projet, notamment "l'amélioration de l'accès et le partage de l'information est en phase avec cette approche programmatique « s'aligne bien avec l'approche programmatique 1 « Renforcer l'accès des communautés à l'information quant à l'évolution du processus de paix quelle que soit la forme qu'il prend » de l'objectif 5 de la stratégie sahel de Search.

### **Efficacité**

Il ressort de l'analyse des données tirées des rapports de progression que la plupart des activités programmées ont été mises en œuvre avec un niveau d'atteinte jugé très satisfaisant de manière générale hormis quelques-unes (A2.2.1 et A3.2.2) qui ont plutôt été atteintes partiellement.

Le niveau d'atteinte des indicateurs est globalement très satisfaisant, avec un large dépassement de la valeur cible pour la plupart des indicateurs. Ce dépassement de plus 100% de taux de réalisation pour certains indicateurs peut s'expliquer par les stratégies d'implémentation (renforcement des capacités des ambassadeurs de paix, les journalistes/bloggeurs, les activités communautaires, médiatiques, challenge) mises en place qui ont permis d'obtenir des résultats probants qui n'étaient pas espérés au début. En effet, au regard du contexte politique et sécuritaire du pays marqué par le coup d'État et les sanctions qui s'en étaient suivies, Search avait, par mesure de prudence, pris le soin de fixer des cibles modérées, de manière à s'assurer que le contexte n'affecte pas beaucoup l'atteinte de celles-ci.

Le principal défi était le risque sécuritaire qui a entraîné une lenteur dans la mise en œuvre de certaines activités notamment à Bandiagara, Bankass et Ansongo.

Un autre problème était la lenteur de la disponibilité des fonds pour initier les activités CNAP, ainsi que les longues procédures de décaissement et les nombreuses pièces justificatives. Cependant, un travail collégial (Search, CNAP) a été fait pour adapter les procédures à celles du partenaire financier en matière de justification des dépenses.

La mise en œuvre de certaines activités de façon simultanée en envoyant souvent plusieurs équipes sur le terrain a permis de réduire un peu le retard accusé.

Les acteurs ont été fortement impliqués dans les activités de lutte contre la désinformation et les rumeurs de plusieurs manières. Il est ressorti des entretiens que des leaders d'associations de femmes, des jeunes et de groupements de chasseurs, après avoir suivi des formations sur la gestion des rumeurs et fausses informations, ont mené plusieurs activités de sensibilisation auprès de leurs groupements respectifs sur les conséquences des phénomènes de la désinformation, des rumeurs et des discours de haine sur la cohésion sociale et le vivre ensemble.

Les données du sondage confirment la forte implication des femmes et jeunes dans la mesure où 89% des répondants ont affirmé que les femmes et les jeunes sont impliqués dans les mécanismes de gestion des rumeurs et des fausses informations au niveau local.

Tous les acteurs rencontrés s'accordent à dire que les femmes ont massivement participé aux activités du projet. Les femmes étaient surtout beaucoup impliquées dans les activités de sensibilisation et des tribunes d'expressions populaires. Les femmes leaders des associations ont beaucoup contribué à mobiliser leurs membres pour des activités de sensibilisation et à organiser des sessions de restitution à leurs bases. Les différents interlocuteurs dans les entretiens individuels et les groupes de discussion ont observé une forte participation des jeunes filles, à travers notamment des journées théâtrales où elles ont participé à des sketches.

Les acteurs rencontrés ont noté avoir observé une forte participation des jeunes (garçons et filles) ? Selon eux, les jeunes ont été impliqués, à la fois comme acteurs et cibles des activités de sensibilisation pour lutter contre les messages de haine, les fausses informations et les rumeurs.

Les tribunes d'expressions populaires ont offert des espaces aussi bien pour les femmes, que pour les jeunes (filles et garçons) pour faire passer leurs préoccupations à prendre en compte.

Il est ressorti des entretiens avec les membres des équipes de Search et du CNAP que durant la mise en œuvre des activités, des réunions périodiques étaient régulièrement tenues entre les équipes de Search et de CNAP. En plus, Search a détaché un agent auprès du CNAP dans le cadre du projet.

Les défis du partenariat qui ont été relevés sont surtout liés à la faible maîtrise des procédures administratives et financières de Search par le CNAP. La lenteur dans la mise en place des fonds pour la réalisation des activités du CNAP est ressorti des entretiens, toute chose qui entraîne un retard dans la mise en œuvre des activités.



## Effets du projet

### Renforcement de la collaboration entre les acteurs en matière de lutte contre la désinformation

Grâce à l'intervention du projet, les communautés et les principales parties prenantes (autorités locales, leaders communautaires, société civile) comprennent que la propagation de fausses informations et de rumeurs est une problématique majeure sur la cohésion sociale et le vivre ensemble. Cela les a incités à travailler ensemble dans la lutte contre le phénomène de la désinformation.

Des commissions locales ont été mises en place, constituées d'acteurs comme les élus locaux, les leaders communautaires, les leaders d'organisation de société civile et les professionnels de média. Ces acteurs ont joué un rôle très important dans la lutte contre la désinformation au travers des activités de sensibilisation, d'information et de solidarité menées dans le cadre des commissions locales.

Les données du sondage corroborent la bonne perception des parties prenantes sur l'état de collaboration dans la prévention et la gestion des rumeurs et fausses informations, dans la mesure où 77% des répondants trouvent que la collaboration est bonne ou très bonne entre les acteurs étatiques, la société civile et la communauté.

### Changement d'attitudes et de comportements vis-à-vis de la désinformation, des rumeurs, des messages de haine

On assiste à un changement positif des attitudes et comportements vis-à-vis de la désinformation. Ainsi, près de 9 personnes sur 10 affirment qu'elles cherchent désormais à vérifier les informations qu'elles reçoivent. En effet, avant les actions du projet, un nombre important des membres des communautés bénéficiaires du projet avaient peu de connaissance des conséquences négatives que pouvaient engendrer les phénomènes de la désinformation, des messages de haine et des rumeurs. Mais à la suite des actions du projet citées plus haut, les communautés ont développé des attitudes de plus en plus positives face à ces phénomènes, soit en prenant avec beaucoup de prudence les informations qu'elles reçoivent, soit en ayant le réflexe de vérifier auprès de sources qu'elles jugent crédibles. A titre d'exemple, 88% des répondants pensent qu'il faut rester prudent et chercher d'autres sources de vérification « Fact Checking » face à une information.

Selon des acteurs rencontrés dans les entretiens clés et les groupes de discussion, il y a de moins en moins de conflits liés à la désinformation et aux rumeurs dans les zones d'interventions du projet depuis le début de sa mise en œuvre. Ces propos recueillis lors des entretiens avec un leader de la jeunesse de la commune de Kava confirment cela, « *les conflits ont diminué grâce à la réduction des fausses informations et messages haineux qui résulte en grande partie aux actions de ce projet* ».

### **Perception des communautés bénéficiaires sur la contribution des acteurs étatiques, de la société civile et communautaires, des professionnels des médias dans la sécurité et la cohésion sociale des zones d'intervention**

Les communautés ont une bonne perception de la contribution des acteurs (étatiques, de la société civile, communautaire et professionnels des médias) à la cohésion sociale entre elles. Les résultats du sondage indiquent que 93% des répondants trouvent que la cohésion sociale est bonne ou très bonne dans leurs localités. Cela se manifeste par une meilleure collaboration entre les communautés, à travers la réalisation d'activités d'intérêt commun. Les ambassadeurs de paix et les leaders des organisations de femmes et de jeunes ont affirmé avoir contribué à cette cohésion sociale en diffusant des messages de sensibilisation sur la paix et le vivre ensemble auprès de la population et des membres des organisations.

Les acteurs interrogés lors des entretiens et focus group dans des localités au niveau des communes de Dimbal, Kava, San, Gao, Bankass, Ségué-Iré et le District de Bamako trouvent que la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée. Cette perception sur l'amélioration de la sécurité est confirmée par les propos de ce conseiller villageois dans la commune de Gounzoureye, « *Auparavant on entendait tout le temps qu'il y a des enlèvements ou des cas de vols de bétails, maintenant ces cas ont beaucoup diminué* ».

Les acteurs (ambassadeurs de paix, leaders communautaires, professionnels des médias, communautés) pensent avoir contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire à travers des actions comme : la collaboration avec les FDS par la dénonciation des cas suspects, la sensibilisation de la population contre la diffusion des messages de haine, la participation à des dialogues communautaires.

### **Effets inattendus (positifs ou négatifs) auxquels le projet a contribué directement ou indirectement**

A l'analyse des différents entretiens avec les informateurs clés rencontrés et les discussions en focus group au niveau communautaire, on peut affirmer que le projet a eu très peu d'effets inattendus. De notre analyse, nous pouvons ressortir que le principal effet inattendu du projet a été l'adhésion du gouvernement à ce projet comme ou moment où le pays ne fait plus confiance à beaucoup de partenaires. Le projet a suscité un intérêt particulier au plus haut sommet de l'État grâce à l'approche du projet et aux résultats probants obtenus au centre à travers les messages de sensibilisation et les activités communautaires (actions de solidarité, tribunes d'expression populaire). Aussi, un autre succès inattendu est le challenge contre la désinformation et les messages de haine qui a mobilisé plus d'une centaine d'artistes de différentes catégories (musique, slam, poésie) à travers le pays. Ces artistes ont produit des capsules vidéo sur les méfaits des phénomènes de la désinformation et des discours de haine qui ont été vus, likés et partagés par plus de 600 000 personnes à travers les réseaux sociaux.

### **Amélioration de l'accès et le partage d'informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits et de récits alternatifs qui favorisent la cohésion sociale (Objectif Spécifique 2)**

Globalement, 75% des répondants au sondage affirment avoir accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits. La fréquence d'accès à des informations vérifiées est régulière pour plus de 80% de répondants qui affirment souvent et très souvent avoir accès à ces informations.

Les enquêtes révèlent que les radios communautaires, ainsi que les radios nationales ou étrangères constituent la principale source d'informations des personnes enquêtées. La télévision constitue également une importante source d'information. Les réseaux sociaux constituent une source pour 40% des répondants.

#### **Contribution à la réduction de la polarisation collective**

Les données du sondage indiquent que 64% des répondants trouvent que les discours de haine ont diminué ou beaucoup diminué, avec 66% pour les hommes et 61% pour les femmes.

Les informations recueillies lors des discussions en focus group confirment cet état de fait. En effet, tous les groupes de femmes et de jeunes rencontrés lors des focus sont unanimement d'accord que le projet a contribué à la diminution des discours de haine. Selon les personnes rencontrées en focus group, les campagnes de sensibilisation réalisées, les sketches et les tribunes d'expressions populaires ont fortement contribué à la réduction des messages de haine. Cela a eu pour effet la réduction considérable de la méfiance entre les communautés dans les zones du projet et le renforcement de la collaboration à travers des actions de solidarité menées ensemble pour raffermir la cohésion entre les communautés.

La quasi-totalité des personnes rencontrées lors des focus group ont la perception qu'il existe de plus en plus de bonnes relations entre les acteurs, grâce notamment aux activités de sensibilisation et la diffusion de messages sur la paix et contre la propagation des messages de haine. Ce discours d'un participant à un focus jeunes en commune 4 de Bamako corrobore les informations recueillies, « *Le projet a contribué à renforcer l'entente entre les communautés à travers des activités de sensibilisation et de rapprochement des communautés pour lutter ensemble contre les rumeurs, fausses informations et les messages de haines* ».

#### **Contribution au renforcement du pouvoir d'agir individuel**

Le projet a contribué à cela en renforçant les capacités de leadership des acteurs (étatiques, de la société civile, professionnels des médias, ambassadeurs de paix, leaders communautaires) à agir sur la cohésion sociale au sein de leurs communautés. En matière de lutte contre la désinformation, les répondants aux enquêtes de sondage affirment avoir également entrepris des actions dans le cadre de la lutte contre les rumeurs et les discours de haine grâce aux capacités qu'ils ont acquis avec le projet. Ainsi, 73% des répondants ont affirmé avoir entrepris des actions de sensibilisation sur les méfaits de la désinformation, soit dans leurs familles, soit leurs grins ou au sein de leurs organisations communautaires.

La quasi-totalité des acteurs rencontrés lors des entretiens et des groupes affirment avoir mené plusieurs actions pour lutter contre la désinformation et les messages de haine. On peut noter entre autres : *les campagnes de sensibilisation, les journées de théâtrales avec des sketches, les tribunes d'expressions populaire organisées par les ambassadeurs de paix, les réunions de restitutions au sein des associations et groupements, les échanges de proximité autour des thématiques sur la désinformation dans les grins de jeunes et les tontines des femmes.*

### **Durabilité**

Il ressort des entretiens avec les acteurs clés que des commissions/comités de suivi ou de veille ont été mis en place dans plusieurs localités (Komberou et Allbougou dans le cercle de Bandiagara ; Ogotènè, Serbo et Oroboye dans le cercle Bankass ; ainsi qu'à San). Les acteurs interrogés au niveau de ces localités ont affirmé leur volonté de continuer à animer ces comités en matière de lutte contre la désinformation.

Cependant, même si les comités de suivi mis en place continuent de fonctionner au moment de l'évaluation et malgré l'engagement des acteurs à poursuivre les actions du projet, ils ne disposent actuellement d'aucune source de financement de leurs activités. Il y a donc un défi important lié à la mobilisation des fonds pour financer les activités futures des comités. A cet effet, le projet devrait soutenir l'élaboration des plans de désengagement, avec l'implication des autorités locales et des collectivités pour intégrer les actions des comités dans des cadres d'échanges institutionnels existants et fonctionnels (CLOSAD, CCSAD) afin d'assurer leur pérennité.

Des plateformes WhatsApp mises en place lors des formations et autres activités du projet permettent déjà de maintenir le contact et de renforcer la collaboration entre les acteurs. Ces plateformes continuent de fonctionner et sont animées au moment de l'évaluation. Pour assurer la continuité des Plateformes dont l'animation ne nécessite pas de financement contrairement aux comités de suivi, Search et CNAP devraient continuer à susciter des discussions et débats sur des thématiques en lien avec la désinformation et la gestion des rumeurs. En outre, Search doit assurer la formation et le suivi continu des administrateurs des plateformes WhatsApp afin qu'ils soient de véritables relais de la bonne information au niveau communautaire.

### **Leçons apprises**

L'un des principaux enseignements tirés est l'implication des communautés et la disponibilité des acteurs à accompagner les initiatives du projet qui sont des facteurs de réussite, notamment en termes d'appropriation, qui mérite d'être perpétuée et renforcée pour les interventions futures.

Dans un contexte de crise multidimensionnelle où la désinformation et les messages de haine pourraient provenir de plusieurs facteurs, un accent devrait être mis sur la collaboration multi-acteurs et le développement de synergies solides, ce qui ne semble être le cas actuellement.

L'organisation d'ateliers conjoints de planification regroupant l'ensemble des acteurs clés au niveau de chaque commune a été très déterminante dans l'appropriation du projet par les populations et les acteurs clés. Elle constitue une bonne pratique à mettre à l'échelle.

Les Tribunes d'expression populaire permettant à la population d'interagir directement avec les autorités sont très bien appréciées par les communautés et les autres acteurs. Ces tribunes ont été qualifiées par beaucoup comme une bonne pratique à reproduire dans la mesure du possible à des interventions futures ou similaires.

### ***Recommandations***

#### ***A l'endroit de Search***

- ***Mettre plus d'accent sur les jeunes dans les activités de sensibilisation sur la lutte contre la désinformation***

L'un des constats ressortis des résultats de l'évaluation est que la population considère les jeunes comme les acteurs qui contribuent le plus à la propagation de fausses informations et rumeurs. En outre, les réseaux sociaux qui constituent les principaux outils d'informations des jeunes et les grins des jeunes sont considérés comme les sources les moins fiables dans la diffusion de l'information.

Il convient donc de mettre plus d'accent sur les jeunes dans les activités de sensibilisation pour la lutte contre la désinformation, en priorisant surtout l'utilisation des réseaux sociaux de façon plus judicieuse.

- ***Toucher plus de professionnels de médias par des formations***

Un autre constat sorti de l'analyse est que les professionnels de médias sont aussi considérés comme contribuant le plus à la propagation de fausses informations et de rumeurs. Cela arrive généralement lorsque ces derniers sont outillés pour l'exercice du métier.

Il y a donc une nécessité pour Search d'élargir les formations sur la « communication responsables » à un grand nombre de professionnels de médias.

- ***Développer des synergies avec d'autres intervenants des zones d'interventions :***

On note de l'analyse des informations recueillies que Search et son partenaire CNAP n'ont pas développé de synergie suffisante avec d'autres intervenants dans les zones d'interventions.

Pour avoir des résultats à plus grande échelle, Search devrait développer des synergies et complémentarité avec d'autres acteurs. Cela pourrait se concrétiser par la création de systèmes locaux d'alerte rapide ou des réseaux locaux de lanceurs d'alerte qui pourront échanger des

informations avec le CNAP afin d'aider la définition de réponses adéquates contre le phénomène de la désinformation, et au-delà, la prévention des conflits.

- **Accompagner les structures locales (comités locaux, les cadres de partage d'expériences, les ambassadeurs de paix :**

On note de l'analyse que les structures mises en place dans le cadre de ce projet démontrent l'engagement et la volonté de construire, mais sont butées au manque de ressources financières pour mener cette activité. Le projet a commencé à mettre l'accent sur la durabilité vers la fin. Pour consolider les acquis et rendre durable les actions déjà réalisées, il est nécessaire de continuer à accompagner les acteurs locaux dans la lutte contre les phénomènes de la désinformation et des discours de haine.

- **Accompagner/Renforcer les administrateurs des groupes WhatsApp mis en place :**

Des groupes WhatsApp ont été mis en place dans certaines localités du projet et d'autres aussi influents ou plus existents. Il s'agit, dans une perspective de nouvelle phase, d'enrôler les administrateurs de ces groupes dans le cadre des activités de type "Cybergardiens" et les former sur la gestion des conflits et les mécanismes de régulations des groupes WhatsApp.

- **Poursuivre la diffusion de capsules vidéo produites par les artistes dans le cadre du challenge :**

L'initiative du challenge a vu la participation d'artistes confirmés et des talents en herbe qui ont produit des courtes vidéos sur les méfaits de la désinformation et des discours de haine. Ces produits ont touché des centaines de milliers de personnes (public jeune). Pour pérenniser les effets et les minimiser, il y a lieu de poursuivre la diffusion des capsules produites dans le cadre de ce challenge sur les pages administrées par Search et encourager leur partage par les suiveurs, en plus des commentaires et likes.

#### **A l'endroit de Search et de CNAP**

- **Renforcer les capacités de CNAP sur les procédures administratives et financières de Search**

Le constat est ressorti, aussi bien pour Search que pour CNAP, que la lenteur des procédures financières et les retards dans la justification des fonds constituent des goulots d'étranglement dans la collaboration entre les deux structures.

A cet effet, nous recommandons un renforcement des capacités des agents en charge de la mise en œuvre du projet au niveau de CNAP sur les procédures financières de Search.

→ **Soutenir le développement d'une application mobile pour la plateforme alerte-Mali**

La plateforme **alerte-Mali** qui a été conçue dans le cadre de ce projet pour faciliter précoce doit être adaptée aux besoins réels des communautés concernant la facilitation des prises de décisions. Autrement dit, développer un mécanisme qui permette de traiter les informations et prendre des décisions au niveau plus infra (régional, local). Pour faciliter la remontée des informations, il y a aussi nécessité de développer une application mobile "Alerte-Mali" qui peut fonctionner offline.

**A l'endroit de CNAP**

→ **Vulgariser la base de données Alerte Mali :**

Avec l'appui du projet, le CNAP a mis en place le Dispositif de collecte et de remontée d'informations Alerte **eMaAli**. Ce dispositif est un outil très important dans la prise de décision pour la prévention des crises à travers la production d'informations fiables. Cependant, un des constats de l'évaluation est que ce dispositif reste encore peu connu de la population.

Il est donc important de mener des actions pour vulgariser le dispositif **alerte-Mali**.

## I. CONTEXTE DU PROJET

### 1.1. Introduction

La présente évaluation est initiée dans le cadre du projet « *Renforcer la résilience communautaire à la désinformation dans les régions du nord et du centre du Mali* » en vue de mesurer la réalisation des objectifs et d'analyser la performance du projet. Elle s'appuie sur les critères d'évaluation de l'OCDE à travers des questions clés d'évaluation. Les résultats permettent de tirer les leçons de la mise en œuvre du projet et capitaliser les bonnes pratiques qui seront partagées avec les partenaires au niveau local et national.

### 1.2. Sommaire du Projet

Le projet « *Renforcer la résilience communautaire à la désinformation dans les régions du nord et du centre du Mali* » est développé par Search for Common Ground (Search), en partenariat avec le Centre National d'Alerte Précoce du Mali (CNAP) pour d'une durée de 24 mois.

Le projet a visé le renforcement de la coordination et la collaboration multi-acteurs pour la communication de messages et d'informations vérifiées, impartiales et sensibles aux conflits permettant l'amélioration des systèmes d'alerte précoce, et encourageant le dialogue pour la prévention des conflits violents à Bamako et dans les régions du Nord et du Centre du Mali (Gao, Mopti, Ségou). L'intervention a été mise en œuvre dans 6 cercles (San, Niono, Bandiagara, Bankass, Ansongo, Gao) à raison de 2 communes par cercle, et dans deux communes du district de Bamako, soit 14 communes au total.

Elle s'est appuyée largement sur les ambassadeurs de paix parmi les jeunes et les femmes formées dans le cadre du projet "*Tabalé Kunkan*", financé par PSOP. Les efforts du gouvernement du Mali pour mettre en œuvre l'accord de paix devaient être renforcés par cette initiative, surtout à travers la collaboration avec l'appui au CNAP et les autorités régionales et locales. Cette initiative est complémentaire aux nouvelles stratégies de stabilisation du Centre du Mali, le Programme de Sécurisation Intégrée pour les Régions du Centre (PSIRC) du gouvernement du Mali et la stratégie d'intervention de la MINUSMA au Centre du Mali, pour encourager la consolidation de la paix, la stabilité, la cohésion sociale et l'amélioration de la communication entre tous les acteurs.

A travers un ensemble d'activités axées sur le renforcement de capacités, la communication, l'engagement communautaire et l'appui stratégique à l'État, le projet a pour objectifs spécifiques de :

- Renforcer la collaboration entre les acteurs étatiques, de la société civile et communautaires pour la prévention des rumeurs et des messages de haine ;
- Améliorer l'accès et le partage d'informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits et de récits alternatifs qui favorisent la cohésion sociale ;
- Soutenir la coordination et le partage d'informations sur la situation sécuritaire et les conflits intra et inter communautaire.



## II. À PROPOS DE L'ÉVALUATION

### 2.1. Objectifs

La présente évaluation finale vise à mesurer les résultats du projet en termes de réalisation des objectifs et des résultats attendus, ainsi que sa contribution à la réalisation de l'objectif global.

Plus spécifiquement, elle vise à :

- Analyser les réalisations du projet au regard des critères de pertinence, de cohérence, d'efficacité (notamment de l'approche des ambassadeurs de paix et des médias) d'impact et de durabilité ;
- Évaluer la qualité du partenariat entre Search et CNAP dans la mise en œuvre des activités et la complémentarité dans le cadre de ce projet.
- Mesurer le niveau des indicateurs du projet après la mise en œuvre des activités ;
- Tirer les leçons apprises et identifier les bonnes pratiques afin de faire des propositions d'actions concrètes pour les futures interventions des projets similaires.

### 2.2. Cibles de l'évaluation

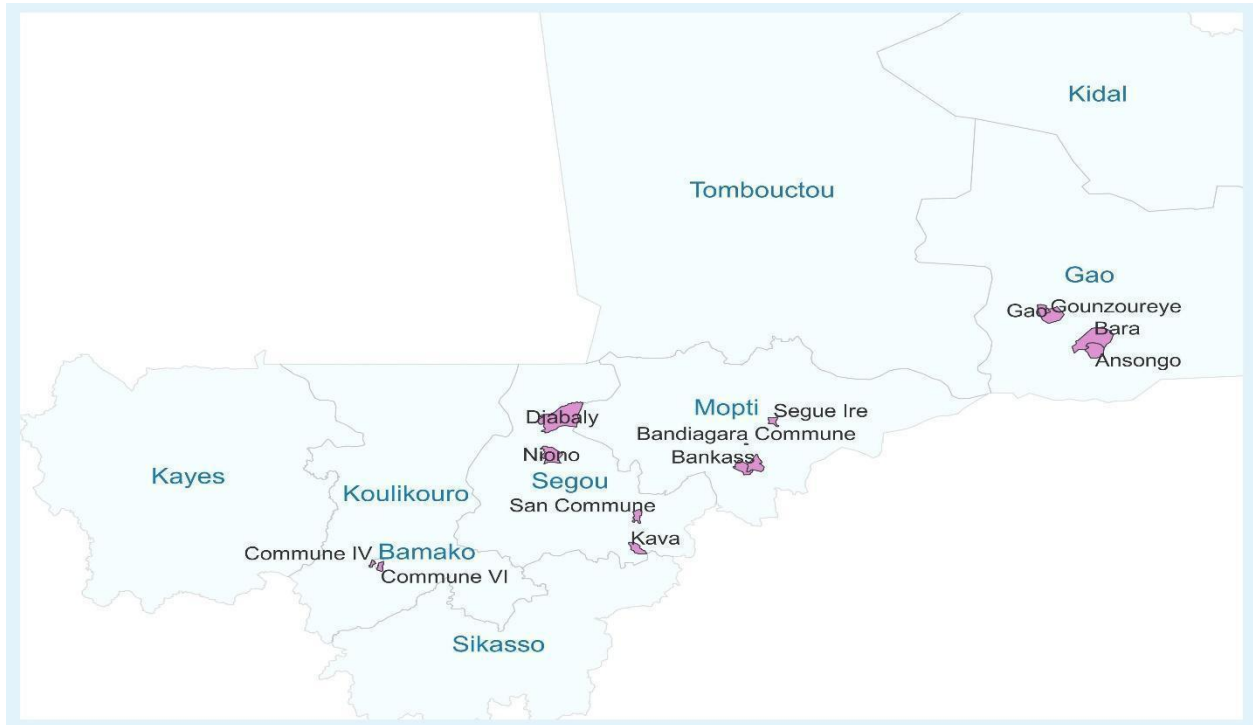
Les principales cibles de l'évaluation sont :

- L'équipe du projet au niveau de SEARCH
- Les Ambassadeurs de Paix
- Les responsables d'Organisations de la Société Civile
- Les staffs et responsables du CNAP
- Comités de veille et de prévention des conflits
- Les membres de la communauté.

### 2.2. Zones cibles de l'évaluation

L'évaluation a couvert quatorze (14) communes d'intervention du projet, à savoir : Bandiagara, Ségué-Iré, Bankass, Dimbal (Région de Bandiagara), San, Kava, (Région de San), Niono, Diabaly (Région de Ségou), Gao, Gounzoureye, Ansongo, Bara (Région de Gao), commune IV et VI (District de Bamako). Dans chaque commune, deux villages ont été choisis.

Figure 1 : Régions et communes couvertes par les enquêtes



## 2.2. Méthodologie de l'évaluation

Les questions d'évaluation indiquées dans les termes de références, ainsi que les indicateurs du cadre logique appellent à l'exploitation de données qualitatives et quantitatives, mais aussi à une analyse documentaire. A cet effet, notre approche a consisté à considérer les informations existantes (données secondaires), mais aussi à réaliser des enquêtes structurées auprès des individus, des entretiens avec les informateurs clés et des discussions en focus group.

### 2.2.2. Méthodes qualitatives

#### Entretiens avec des informateurs clés :

L'entretien semi-structuré est une technique d'enquête qualitative utilisée dans les recherches en sciences sociales. Fondé sur un guide d'entretiens, avec un ensemble de questions et de sous questions, l'entretien semi-structuré sera utilisé pour approfondir des questions de recherches précises en recueillant des données ciblées, qualitatives et contextuelles auprès de différents acteurs concernés.

Les entretiens avec des informateurs clés ont été réalisés auprès des parties prenantes impliquées dans le projet autour des clés d'évaluation entrant dans leurs domaines d'implication.



Au total, 75 entretiens ont été réalisés avec les informateurs clés concernés (voir tableau 1 ci-dessous)

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon des informateurs clés

Types d'acteurs	Féminin	Masculin	Total
Ambassadeurs de paix	5	9	14
Elus locaux	0	6	6
Leaders communautaires	0	10	10
Membres société civile	15	16	31
Professionnels médias	1	1	2
Staff de projet Search	2	2	4
Responsable CNAP	0	1	1
Acteurs étatiques	1	6	7
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>51</b>	<b>75</b>

### Discussions en Focus -group :

La discussion de groupe est une méthode de recherche qualitative dans laquelle un groupe (homogène) de personnes est réuni pour discuter d'un sujet prédéterminé. Elle offre la possibilité de contrôle de la qualité pendant la discussion puisque les répondants se questionnent, se contredisent et fournissent des arguments sur leurs opinions. En raison de la dynamique de groupe, l'accent est souvent mis sur les principaux aspects de la discussion. Il est facile de voir dans quels domaines les répondants sont ou ne sont pas d'accord entre eux.

Des discussions en focus-group ont été réalisées avec les membres des communautés concernées afin d'engager des discussions interactives avec des groupes homogènes de personnes autour de

certaines questions d'évaluation. Les groupes cibles concernés par les discussions en focus group sont les membres des Associations/groupements de femmes et de jeunes.

Un total de 28 Focus group de discussions touchant 195 personnes (108 femmes et 87 hommes).

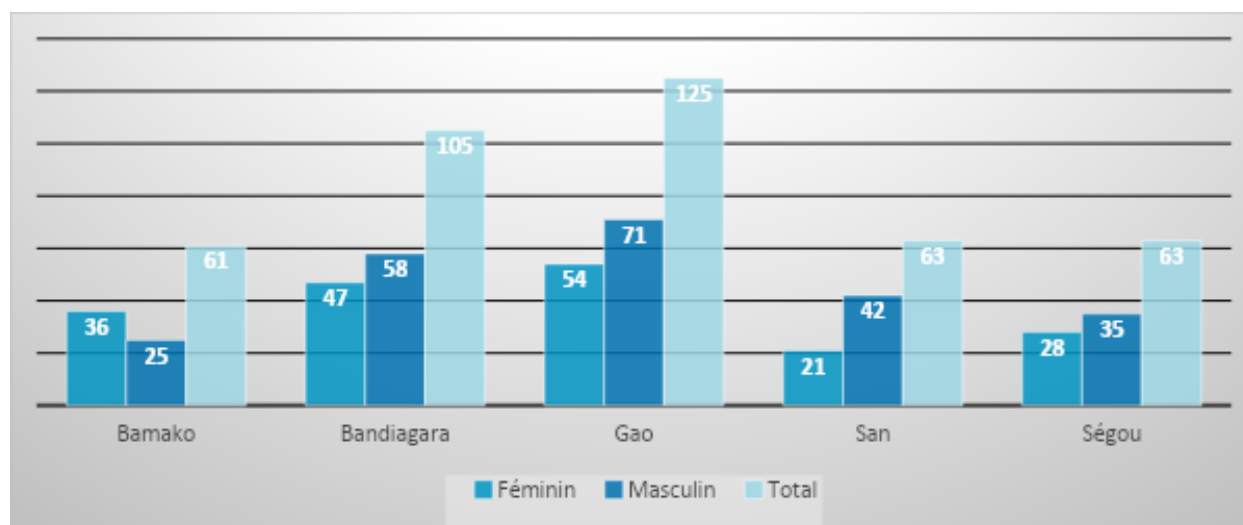
Tableau 2: Tableau 1: Répartition de l'échantillon des informateurs clés

Région	Nombre FGD	Nombre participants		
		Femmes	Hommes	Total
Bamako	4	21	8	29
Bandiagara	9	33	32	65
Gao	6	27	18	45
San	4	14	14	28
Ségou	4	13	15	28
<b>Total général</b>	<b>27</b>	<b>108</b>	<b>87</b>	<b>195</b>

### 2.2.2. Sondage auprès des populations :

L'échantillon de l'enquête vise à être représentatif avec une précision de 5% et un niveau de confiance de 95%. Ces enquêtes ont concerné 417 personnes dont 186 femmes (45%). La répartition de l'échantillon de la population enquêtée est présentée dans la figure ci-dessous

Graphique2 : Répartition de la taille de l'échantillon par commune selon le sexe



L'enquête quantitative a concerné 189 adolescents et jeunes adultes âgés de 15 à 34 ans, dont 92 filles (49%). La répartition de l'échantillon par catégorie d'âge est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Répartition de l'échantillon des selon les catégories d'âges

Catégorie d'âge	Féminin	Masculin	Total
15-19 (Adolescence)	8	9	17

20-24 (Jeunesse Précoce)	16	17	33
25-29 (Jeunesse Intermédiaire)	38	30	68
30-34 (Jeunesse Avancée)	30	41	71
35-39 (Age Adulte Précoce)	33	37	70
40-49 (Age Adulte Intermédiaire)	37	47	84
50-59 (Age Adulte Avancé)	14	30	44
60 ans et + (Personnes Âgées )	10	20	30
<b>Total général</b>	<b>186</b>	<b>231</b>	<b>417</b>

### 2.2.3. Collecte de données

La collecte de données s’est déroulée du 31 mars au 12 avril 2023, dans les localités concernées par l’étude. Elle a été assurée par trois (3) équipes réparties comme suit : Une équipe pour la région de Bandiagara ; une équipe pour la région de Gao et une équipe pour les régions de Ségou, San et du District de Bamako. Les données ont été collectées avec des Smartphones, en utilisant l’application mobile KoBoCollect.

### 2.2.4. Analyse de données

Les données collectées à partir de KoboCollect ont été exportées sur Excel et SPSS pour traitement et analyse.

En ce qui concerne les données d’enquêtes de sondage, l’analyse a été faite essentiellement avec le logiciel SPSS à travers des statistiques descriptives. Par ailleurs, Microsoft Excel a été principalement utilisé pour la production de visuels concernant les résultats de l’analyse quantitative.

Les données qualitatives collectées lors des groupes de discussion et des entretiens semi-structurés ont été aussi exportées sur Microsoft Excel qui a permis de faire la première phase de l’analyse en organisant les informations autour des questions utilisées. Cette première phase d’analyse a été complétée en utilisant la méthode qualitative de l’analyse de contenu, utilisant une grille d’analyse synthétique pour résumer les informations par thématique et par questions clés.

### 2.3. Difficultés et limites de la méthodologie

La présente évaluation comme bien d’autres reflète quelques limites. Les principales difficultés liées au terrain se résument à l’insécurité rendant certaines zones difficiles d’accès. Par ailleurs, le problème de réseaux dans la région de Gao a retardé la synchronisation des données en temps avec les consultants. En plus, la période de collecte des données sur le terrain a coïncidé avec le mois de jeûne où à certaines heures les personnes à enquêter n’étaient pas disponibles pour être entendues. Par ailleurs, dans les zones rurales, certains répondants au niveau communautaire avaient du mal à répondre aux questions car n’avaient pas assez d’informations sur les activités du projet.

Les résultats de la présente évaluation reflètent les points de vue des différents acteurs qui ont accepté de partager leurs expériences et opinions avec les équipes chargées de la collecte des données.

### III. RÉSULTATS

#### 3.1. Pertinence

##### *Adéquation des activités du projet avec les attentes/besoins des cibles en termes de lutte contre la désinformation, les discours de haine et les rumeurs*

Le projet est arrivé dans un contexte où les rumeurs et les fausses informations étaient à la base de beaucoup de conflits dans les zones d'intervention. Les activités qu'il a proposées afin de réduire le recours et les méfaits des rumeurs et fausses informations, notamment la sensibilisation des communautés et la formation des acteurs clés, cadrent bien avec les priorités en matière de cohésion sociale et sécurité.

Les récits d'un agent du CNAP soutiennent cette affirmation. *Les activités répondent aux aspirations de sécurité locales en ce sens qu'aujourd'hui dans les différentes zones d'intervention du projet, la problématique de sécurité, de paix et de vivre ensemble dans un climat moins inquiétant constitue la première préoccupation ».*

Selon les informations ressorties des discussions en focus groups, il y avait une réelle nécessité d'initier des activités pour la lutte contre la désinformation. En effet, le contexte était marqué par la forte propagation des fausses informations, rumeurs et discours de haine, à travers notamment l'utilisation des réseaux sociaux dans toutes les localités. Ce phénomène a causé plusieurs méfaits sur les populations, comme la peur/panique et l'augmentation du sentiment de méfiance et de haine entre les communautés. Pour des personnes rencontrées en focus group, les objectifs et les activités proposées par le projet cadrent donc bien avec le contexte. Il y avait, selon la plupart des répondants, un besoin d'accompagner la population à améliorer les connaissances et les pratiques en matière de gestion des fausses informations et rumeurs. Pour répondre à ces besoins, Search a organisé une série de concertations avec les différents acteurs avant le démarrage effectif du projet.

Dans un premier temps, des rencontres de concertations ont été organisées dans toutes les communes, où différents groupes étaient présents pour exprimer leurs besoins et priorités en lien avec la thématique du projet.

Dans un deuxième temps, des réunions de concertations ont été organisées entre l'équipe du projet et les leaders communautaires. Ces rencontres ont permis aux parties prenantes d'exprimer leurs préoccupations afin qu'elles soient prises en compte dans la planification des activités du projet comme l'atteste les propos suivants d'un membre d'OSC à Bamako (Kalabanbougou) « *Après des concertations nous avons exposé nos priorités pour leurs prises en charge dans la planification des activités ».*

Une fois les besoins exprimés par les différents groupes et les leaders communautaires, des ateliers de planification conjointe ont été organisés avec toutes les parties prenantes, notamment les membres des communautés, les acteurs étatiques, la société civile, les autorités locales et les professionnels de médias. Ces ateliers ont permis aux parties prenantes d'identifier des activités en fonction de leurs besoins et préoccupations, surtout dans le domaine de la désinformation et la cohésion sociale.

Constat N°1 : Les interventions du projet cadrent bien avec les besoins des groupes cibles, dans la mesure où elles ont été initiées dans un contexte marqué par une large diffusion de fausses informations et rumeurs affectant négativement la cohésion sociale dans les zones d'interventions du projet. En outre, les larges concertations organisées dans les communes d'interventions, ainsi que les ateliers de planification conjointe avec les acteurs ont permis une meilleure prise en compte des besoins des groupes cibles.

Par ailleurs, les programmes radiophoniques diffusés par le projet sont bien perçus par les populations en matière de construction de la paix.

#### ***Adéquation des programmes radiophoniques avec les perspectives de prévention des conflits, de stabilité, de paix et de cohésion sociale***

Toutes les émissions produites sur le projet sont le fruit d'une étude réalisée, tenant en compte des besoins des communautés. Toutes les émissions tournaient autour du renforcement de la résilience des communautés face à la désinformation, de la cohésion sociale, du vivre ensemble, de la paix, des méfaits des rumeurs, et de la circulation des messages de haine. Cela pour permettre aux uns et aux autres de cultiver le vivre ensemble afin que la stabilité, la sécurité règnent. A ce propos, un Agent de projet au niveau de Search affirme « *Les émissions Ziri Naam constituent un exemple sur ce projet qui laisse la place à l'imaginaire pour qu'on puisse s'en inspirer et faire de cela une leçon de vie* ».

L'analyse des informations recueillies lors des entretiens avec les acteurs clés fait ressortir que la population se retrouve bien dans les messages diffusés lors des émissions radios. En effet, selon certains participants des discussions en focus groups, les messages contenus dans les émissions radios prennent entièrement en compte leurs perspectives en termes de cohésion sociale. Certaines émissions radios comme celles portant sur « *la vérification des fausses informations et le démenti des rumeurs* » ont eu des échos très favorables au sein de la population qui les trouve très efficaces pour lutter contre la désinformation et contribuer à la cohésion sociale. *Le témoignage d'un participant au focus group, jeune de Diabaly, confirme : « Nous pouvons dire que c'était très pertinent. Ces émissions radiophoniques étaient basées sur la réalité du terrain avec l'aspect sécuritaire où trop de rumeurs et fausses informations circulaient ».*

### ***Alignement des objectifs du projet avec les priorités locales et nationales et régionales en termes de sécurité, stabilité et cohésion sociale***

Les objectifs du projet sont en droite ligne avec certains contenus de la politique nationale de lutte contre le terrorisme et de l'extrémisme violent au Mali. Ainsi, l'objectif spécifique 2 du projet s'aligne avec le Pilier 1 de la Politique de lutte contre l'extrémisme, notamment le volet relatif à la production et la diffusion de l'information « ***Produire et diffuser des messages, des microprogrammes, des magazines et des émissions publiques radiotélévisés d'information et de sensibilisation sur l'extrémisme violent et le terrorisme*** »<sup>1</sup>.

L'objectif 3 du projet, est également en phase avec le Pilier 1 de la politique nationale de lutte contre l'extrémisme violent, notamment avec l'axe « ***Impliquer les femmes et les jeunes dans la sensibilisation à la lutte contre l'extrémisme violent au niveau communautaire et les mécanismes institutionnels de lutte contre ce phénomène*** »<sup>2</sup>.

La vision proposée dans la théorie de changement du projet, « ***réduire la désinformation et les discours de haine pour réduire et prévenir les conflits violents et l'insécurité dans les zones ciblées tout en renforçant la participation des femmes et des jeunes*** » contribue à l'axe 2 de la stratégie nationale de la réconciliation et de la cohésion sociale qui est « *la promotion de la culture de la paix et des Droits de l'Homme* ».

Le plan stratégique 2050 de la CEDEAO s'articule autour de cinq piliers, dont l'axe 1 est « ***une région sécurisée, stable et en paix*** ». Le résultat ultime du projet, à savoir, « ***Renforcer la résilience communautaire à la désinformation dans les régions du nord et du centre du Mali*** » contribue à cet axe 1, à travers la prévention des conflits et de l'insécurité par la lutte contre les discours de haine et la désinformation.

L'Aspiration 4 de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine vise « ***Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité*** » en recourant à des mécanismes favorisant une approche centrée sur le dialogue. Le projet en son objectif spécifique 1 contribue à cette aspiration à travers « ***le renforcement de la collaboration entre les acteurs pour la lutte contre les discours de haine*** ».

Le projet contribue également à l'ODD16, notamment la cible 10 « ***Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux*** ». Les activités mises en œuvre sous l'objectif spécifique 2 du projet contribuent à cette cible, à travers « ***l'amélioration de l'accès à l'information sensible aux conflits*** ».

L'objectif 5 « ***Créer les conditions pour la réussite d'un règlement politique du conflit au Mali inclusif*** » de la stratégie Sahel de Search s'articule autour de trois approches programmatiques dont la première vise à « ***Renforcer l'accès des communautés à l'information quant à l'évolution du processus*** ».

---

<sup>1</sup> Document de Politique Nationale de Prévention et de Lutte Contre l'extrémisme Violent et le Terrorisme et son Plan d'Action 2018 – 2020, Page 10

<sup>2</sup> Document de Politique Nationale de Prévention et de Lutte Contre l'extrémisme Violent et le Terrorisme et son Plan d'Action 2018 – 2020, Page 11



*de paix quelle que soit la forme qu'il prend* ». L'objectif spécifique 2 du projet, notamment *“l'amélioration de l'accès et le partage de l'information est en phase avec cette approche programmatique”* s'aligne bien avec l'approche programmatique 1 de l'objectif 5 de la stratégie sahel de Search.

**Constat N°2:** *Les objectifs du projet s'alignent avec la Politique nationale de lutte contre l'extrémisme violent et celle de la Réconciliation et de la Cohésion sociale au Mali, au travers de sa vision de lutte contre la désinformation et les messages pour la prévention et la réduction des conflits.*

*Ses objectifs s'alignent également avec des stratégies sous régionales et régionales, notamment le plan stratégique de la CEDEAO et l'Agenda 2063 de l'UA. En effet, le partenariat avec le CNAP dont la mission principale est de collecter les informations et des données sur l'ensemble des défis de la sécurité humaine, est une évidence en matière d'alignement avec les priorités de la CEDEAO, étant donné que ce centre constitue un instrument important de la CEDEAO en termes de partage d'informations sur les défis posés par l'insécurité.*

*Les objectifs du projet s'alignent aussi à l'ODD 16 qui vise à garantir l'accès à des informations fiables et à protéger les libertés fondamentales.*

*Enfin, ces objectifs s'alignent à la stratégie sahel de Search dont l'approche programmatique 1 de l'objectif 5 vise à renforcer l'accès des communautés à l'information.*

## 3.2. Efficacité

### 3.2.1. Niveau de réalisation des activités planifiées

Il ressort de l'analyse des données tirées des rapports de progression que la plupart des activités programmées ont été mises en œuvre avec un niveau d'atteinte jugé très satisfaisant de manière générale hormis quelques-unes (A2.2.1 et A3.2.2) qui ont plutôt été atteintes partiellement. Cette situation est résumée dans le tableau récapitulatif ci-après :

Tableau 4: État de réalisation des activités

Activités	Cibles prévues	Réalisations	% réalisation	
<b>RE.1.1 : Les jeunes, les femmes et les autorités locales ont renforcé leurs compétences en matière de communication positive et de sensibilité aux conflits, de gestion des rumeurs, et de plaidoyer pour la paix et la stabilité.</b>				
A.1.1.1 : Formation des acteurs étatiques, communautaires et de la société civile locale (incluant particulièrement les femmes, les jeunes et autres acteurs communautaires) à la	3	3	100%	Les 3 sessions de formations ont été réalisées entre mai et juillet 2021 et ont concerné les acteurs étatiques, de la société civile et des leaders communautaires. Les formations ont permis de renforcer les capacités de 101 acteurs dont 29 femmes sur la prévention

Activités	Cibles prévues	Réalisations	% réalisation	
communication sociale et au leadership				des rumeurs et des messages de haine contribuant à la violence.
A.1.1.2 : Restitution des formations aux différents groupes de femmes, de jeunes et autres acteurs communautaires, au niveau local	28	28	100%	Des séances de restitution ont été organisées à la suite des 28 sessions de formation réalisées par Search. Les personnes cibles de ces restitutions étaient les représentants d'associations de femmes et de jeunes, les autorités administratives locales, les élus locaux, les Forces de Défense et de Sécurité, les chefs traditionnels et les leaders religieux, les membres des Comités Consultatifs Locaux de Sécurité - CCLS et des Équipes régionales d'Appui à la Réconciliation - ERAR. Au total, 958 personnes dont 441 femmes ont participé aux activités de restitution des formations.
<b>RE.1.2 : Les communautés, les femmes, les jeunes et autres acteurs communautaires clés développent et mettent en œuvre conjointement une vision commune pour la résilience à la désinformation en réponse aux défis sécuritaires de leurs zones.</b>				
A.1.2.1 : Ateliers de planification d'actions conjointes pour lutter contre la désinformation et gérer les rumeurs	14	14	100%	14 ateliers de planification d'actions conjointes ont été réalisés pour lutter contre la désinformation. Ces ateliers ont réuni 310 acteurs communautaires et étatiques dont 136 femmes, afin de définir localement une stratégie de prévention, gestion des rumeurs et des fausses informations.
<b>RE.1.3: Les populations cibles sont sensibilisées sur les dangers de la désinformation et des messages de haine</b>				
A.1.3.1 : Tribunes d'expression populaire sur les intox et les rumeurs	84	84	100%	84 Tribunes d'Expression Populaires (TEP) dont six par commune dans les 14 communes d'interventions ont été réalisées. Les TEP ont porté sur le thème « Comment améliorer la collaboration entre les autorités, les élus et les leaders communautaires dans le domaine de la prévention et la gestion des rumeurs ».
A.1.3.2: Initiative de paix et de lutte contre la désinformation et les rumeurs	70	73	104%	73 initiatives communautaires de paix et de lutte contre la désinformation et les rumeurs ont été organisées dans les 14 communes d'interventions, sur 70 initialement prévues. Il s'agissait d'initiatives de rapprochement intercommunautaire (foras communautaires, conférences débats, journées de salubrité, théâtres participatifs, Journées sportives et citoyennes) qui ont enregistré la participation de 8937 5523 femmes.
<b>RE.2.1: Les professionnels des médias, les communicateurs et communicatrices ainsi que les acteurs locaux ont des capacités renforcées pour identifier, analyser et gérer les rumeurs et lutter contre la désinformation</b>				

Activités	Cibles prévues	Réalisations	% réalisation	
A.2.1.1 : Formation des professionnels des médias et des influenceurs/influenceuses (activistes et blogueur/bloggeuses) dans la production d'informations fiables et sensibles aux conflits	3	4	133%	4 sessions de formations des professionnels de médias et influenceurs sur la production d'informations fiables et sensibles aux conflits ont été réalisées en octobre 2021 sur 3 prévues. Ces sessions ont regroupé 82 professionnels des médias et influenceurs (animateurs, blogueurs, directeurs de radios, journalistes, RECOTRADE et membre de la communauté), dont 24 femmes.
A.2.1.2: Formation des professionnels de média et des influenceurs/influenceuses sur les techniques de vérification des faits	3	4	133%	4 sessions de formation des professionnels de média et influenceurs ont été organisées par Search sur les techniques de vérification des faits (fact checking). Ces sessions ont regroupé 95 journalistes et influenceurs dont 26 femmes.
A.2.1.3 : Coaching des professionnels des médias et influenceurs/influenceuses pour la production de contenus médiatiques et le partage d'information sensibles aux conflits sur les réseaux sociaux	3	4	133%	4 sessions de coaching ont été réalisées à l'attention des professionnels de média et influenceurs en mars 2022 à Gao et Mopti, et entre avril et juin à Bamako. Au total 76 participants, dont 22 femmes (29%) ont participé à ces sessions de coaching.
<b>RE.2.2: Les communautés et acteurs et actrices clés ont un accès accru à des informations vérifiées et crédibles sur le processus de paix et la situation sécuritaire et sociale de leurs zones.</b>				
A.2.2.1 : Productions de contenus médiatiques "Info-Intox" et campagnes sur les réseaux sociaux	225	185	82%	Les journalistes ont produit des articles pour contrer la désinformation et la prolifération des fausses informations sur des sujets qui préoccupent les populations des zones ciblées par le projet. Un total de 185 contenus médiatiques "Info/Intox" a été produit sur une prévision de 225. Selon les informations recueillies auprès de Search, les publications faites ont touché plus de 146,219 personnes (non compris les auditeurs des radios partenaires). Il faut noter certains contenus jugés trop sensibles ou d'autres pour insuffisance d'informations factuelles n'ont pas été publiées. Ce qui pourrait expliquer la non atteinte de la cible de 225 contenus médiatiques.
<b>RE.2.3 : Les femmes, jeunes et autres acteurs communautaires clés élaborent des messages et récits alternatifs sur le vivre ensemble et la réconciliation nourrissent l'imaginaire collectif</b>				
A.2.3.1 : Spots et messages de sensibilisation aux fausses informations et de	36	37	103%	37 spots ont été produits et traduits en Bambara, Dogon, Peulh, Bwa, Songhai et Tamasheq sur une prévision de 36 spots.

Activités	Cibles prévues	Réalisations	% réalisation	
promotion de la cohésion sociale				
A.2.3.2 : Magazine radiophonique et illustré (animation) « Ziri! Naam ! (Il était une fois ! Il en était toujours ainsi) »	18	18	100%	18 magazines “Ziri Naam” (“Il était une fois! Il en était toujours ainsi) ont été produits sur la gestion et résolution des conflits, les conséquences de la désinformation et des rumeurs sur la paix. Ces productions de sensibilisation ont enregistré la participation de 36 leaders communautaires, autorités, journalistes et influenceurs.
<b>RE.3.1: Des informations crédibles et pertinentes sur la situation sécuritaire, les risques de tensions et de violences et l'évolution du processus de paix au Mali sont collectées, analysées et partagées</b>				
A.3.1.1 : Ateliers participatifs d'élaboration des indicateurs de la Plateforme d'Alerte Précoce (PAP)	7	7	100%	Le CNAP a organisé 7 ateliers avec les acteurs locaux (leaders communautaires, élus locaux, autorités administratives et représentants des organisations de la société civile) des communes de San, Niono, Bandiagara, Bankass, Gao et Ansongo ainsi que ceux du District de Bamako. Ces ateliers ont porté sur l'identification des indicateurs pour l'alimentation de la Plateforme de l'Alerte Précoce (PAP) parmi ceux de la liste d'indicateurs développée par le CNAP et la CEDEAO sur la sécurité humaine. 173 acteurs locaux dont 47 femmes, composés d'Ambassadeurs de Paix, de représentants des services techniques déconcentrés, de responsables d'Organisations de la Société Civile, et de représentants des Forces de Défense et de Sécurité (FDS).
A.3.1.2 : Mise en place de la base de données et de l'architecture du SAP	1	1	100%	Le Centre National d'Alerte Précoce (CNAP) a mis en place la plateforme d'Alerte Précoce dénommée Alerte Mali. Cette plateforme en ligne sur le cloud permet aux communautés de pouvoir signaler des événements et incidents relatifs à la désinformation dans les domaines de la Santé, de la Sécurité des Crimes et Criminalités, de la Gouvernance, du droit de l'Homme et l'environnement. Ces informations seront utilisées pour produire des notes d'alerte et des rapports mensuels avec des recommandations et des mesures de réponse soumises au gouvernement à travers la Primature.

Activités	Cibles prévues	Réalisations	% réalisation	
A.3.1.3 : Soutien aux ambassadeurs et ambassadrices de paix pour la collecte et le rapportage d'informations	350	386	110%	Le Centre national d'alerte Précoce (CNAP) a organisé 14 ateliers de formation sur l'utilisation de la plateforme Alerte Mali au profit de 386 des ambassadeurs de la paix (dont 105 femmes) dans l'ensemble des zones d'intervention du projet.
A.3.1.4 : Reporting de la PAP	20	20	100%	20 rapports ont été produits entre février et octobre 2022. Il a été enregistré dans ces rapports 247 attaques de groupes extrémistes, 578 blessés, 868 morts, 92 enlèvements, 690 incidents, 19 véhicules incendiés et 83 activités criminelles.
<b>RE.3.2 : Les autorités administratives et sécuritaires régionales et nationales sont sensibilisées à la prise en compte des informations collectées sur la situation sécuritaire</b>				
A.3.2.1 : Sensibilisation des acteurs et actrices locaux sur l'importance et le rôle du mécanisme d'alerte précoce et de réponse aux risques du CNAP	7	7	100%	Le CNAP a organisé 7 sessions de sensibilisation des acteurs communautaires, des autorités et de la société civile sur les rôles et missions du CNAP dans les zones d'intervention du projet. Ces sensibilisations ont regroupé plus de 175 participants (dont 48 femmes) composées d'Ambassadeurs de paix, des représentants des services techniques déconcentrés, des représentants des OSC et des FDS.
A.3.2.2 : Sessions de plaidoyer pour la prise en compte des informations fournies par le projet et le CNAP	20	6	30%	6 sessions de plaidoyers ont été tenues entre juillet et décembre 2022 afin de faire connaître les deux structures (Search et CNAP) et les innovations comme la plate-forme d'alerte précoce. Ces sessions avaient aussi pour but d'attirer l'attention et obtenir l'adhésion des institutions et des personnes touchées sur les différentes activités menées par le projet. Toutefois, il faut noter un faible niveau d'atteinte de la cible de cette activité.

### 3.2.2. Niveau d'atteinte des indicateurs

Le niveau d'atteinte des indicateurs est globalement très satisfaisant, avec un large dépassement de la valeur cible pour la plupart des indicateurs. Toutefois, au regard des taux de réalisation de plus 100% pour beaucoup d'indicateurs, il y a lieu de se poser la question si les cibles sur ces dépassements. Ce dépassement de plus 100% de taux de réalisation pour certains indicateurs peut s'expliquer par les stratégies d'implémentation (renforcement des capacités des ambassadeurs de paix, les journalistes/bloggeurs, les activités communautaires, médiatiques, challenge) mises en place qui ont permis d'obtenir des résultats probants qui n'étaient pas espérés au début, au regard du contexte politique et sécuritaire marqué par le coup d'état et les sanctions

qui s'en étaient suivies. Cette situation explique la prudence qu'avait eue l'équipe de fixer des cibles modérées.

Tableau 5 : Tableau de réalisation des objectifs et résultats attendus

Indicateurs	Baseline	Cible	Fin du projet é	% réalisation	Commentaires
<b>RÉSULTAT ULTIME</b>					
% des personnes interrogées démontrant une attitude critique vis-à-vis des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine	38%	60%	91%	152%	On observe un écart de 53 points de pourcentage entre la valeur de l'indicateur à la Baseline et celle de l'évaluation finale. En outre, la valeur cible finale a été largement dépassée, avec un taux de réalisation de 152%.
<b>RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES</b>					
<b>OS.1: Renforcer la collaboration entre les acteurs étatiques, de la société civile et communautaire pour la gestion des rumeurs et la lutte contre la désinformation</b>					
% des membres de la communauté et des acteurs étatiques et de la société civile rapportant une collaboration accrue pour la gestion des rumeurs et la lutte contre la désinformation	32%	60%	64%	107%	On note une augmentation de 100% de la valeur de l'indicateur par rapport à la Baseline. Par ailleurs, il y a un dépassement de la valeur cible finale de 7%.
<b>OS.2: Améliorer l'accès et le partage d'informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits et de récits alternatifs qui favorisent la cohésion sociale</b>					
% des personnes interrogées affirmant avoir accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles au conflit	47%	60%	75%	125%	Il y a un écart de 15% points de pourcentage par rapport à la valeur cible de l'indicateur.
% des personnes interrogées qui démontrent des attitudes favorables par rapport à la cohésion sociale	39%	60%	90%	150%	La valeur cible de l'indicateur a été largement dépassée, avec un taux d'atteinte de 150% et un écart de 30 points de pourcentage. En ce qui concerne la Baseline, il y a un écart important de par rapport à la valeur finale.
<b>OS.3: Soutenir la coordination et le partage d'informations sur la situation sécuritaire et les conflits intra et inter communautaires</b>					
% des autorités civiles et militaires ciblées affirmant que les SAP mis en place contribuent à leur fournir des informations crédibles qui	40%	80%	100%	125%	L'écart entre la Baseline et la valeur finale de l'indicateur est de 60 points de pourcentage. On note également un dépassement de la valeur cible

facilitent leur prise de décision au niveau régional et national en matière de sécurité et de protection des civils					finale de 20 points de pourcentage, avec un taux de réalisation de 125%.
<b>RÉSULTATS IMMÉDIATS</b>					
<b>RE.1.1 : Les jeunes, les femmes et les autorités locales ont renforcé leurs compétences en matière de communication positive et sensible au conflit, de gestion des rumeurs, et de plaidoyer pour la paix et la stabilité</b>					
1.1. % d'augmentation des connaissances des jeunes, des femmes et autorités locales en communication positive, gestion des rumeurs et plaidoyer	N/A	45 %	46%	102%	Le pourcentage d'augmentation de connaissance globale de cette formation est de 46% pour une valeur cible de 45%, soit un taux de réalisation de 102%.  Les femmes (55% de taux de progression) et les jeunes (52% de taux de progression) ont enregistré le plus fort taux de progression.
<b>RE.1.2 : Les communautés et les acteurs clés développent et mettent en œuvre conjointement une vision commune pour la résilience à la désinformation en réponse aux défis sécuritaires de leurs zones.</b>					
1.2: % des acteurs locaux clés qui affirment avoir développé une vision commune dans la lutte contre la désinformation et la gestion des rumeurs de leur zone	N/A	80%	78%	98%	La valeur cible finale de l'indicateur est quasiment atteinte, avec un taux de réalisation de 98%.
<b>RE.1.3: Les populations cibles sont sensibilisées sur les dangers de la désinformation et des messages de haine</b>					
1.3: % des membres de la communauté affirmant avoir été sensibilisés sur la désinformation et les messages de haine par les activités du projet	N/A	60%	61%	102%	61% des membres de la communauté ont été sensibilisés sur la désinformation et les messages de haine pour valeur cible de 60%, soit un taux de réalisation de 102%.
<b>RE.2.1: Les professionnels des médias, les communicateurs et les acteurs locaux ont des capacités renforcées pour identifier, analyser et gérer les rumeurs et lutter contre la désinformation.</b>					
2.1.1. % d'augmentation des connaissances des acteurs de média en journalisme sensible au conflit et dans la vérification des fausses informations	N/A	45%	191%	454%	On constate un très large dépassement de la valeur cible de l'indicateur. La valeur finale atteinte est de 191% pour une valeur cible de 45%, soit un taux de réalisation de plus de 450%.
2.1.2. % des professionnels de média formés et coachés qui affirment avoir acquis des compétences en Fact Checking et production de contenus médiatiques sensibles au conflit	N/A	80%	80%	100%	On note un taux d'atteinte de la valeur cible de l'indicateur de 100%.
<b>RE.2.2: Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et crédibles sur le processus de paix et la situation sécuritaire et sociale de leurs zones</b>					

2.2. % des membres de la communauté qui affirment avoir écouté les émissions de vérification des faits produites dans le cadre du projet	N/A	60%	50% <sup>3</sup>	83%	Selon les résultats de l'enquête d'audience, environ 50% des répondants ont écouté les spots produits, dont 74% au Nord et au centre et 25% à Bamako. Cela représente un taux de réalisation de la valeur cible de 83%.
<b>RE.2.3 : Des messages et récits alternatifs sur la cohésion sociale et la réconciliation nourrissent l'imaginaire collectif.</b>					
2.3. % des membres de la communauté qui affirment avoir écouté les messages et émissions de sensibilisation sur la cohésion sociale produites dans le cadre du projet	N/A	60%	66%	110%	La valeur finale de l'indicateur est 66%, soit un écart de 6 points de pourcentage par rapport à la valeur cible.
<b>RE.3.1: Des informations crédibles et pertinentes sur la situation sécuritaire, les risques de tensions et de violence, et l'évolution du processus de paix au Mali sont collectées, analysées et partagées</b>					
3.1. Nombre de rapports trimestriels fournis par le SAP	0	20	20 <sup>4</sup>	100%	La valeur cible de l'indicateur est atteinte à 100%.
<b>RE.3.2 : Les autorités administratives et sécuritaires régionales et nationales sont sensibilisées à la prise en compte des informations collectées sur la situation sécuritaire</b>					
3.2. % des autorités régionales et nationales interrogées affirmant avoir été sensibilisés à la prise en compte des informations du SAP	N/A	80%	100%	125%	Il y a un niveau de dépassement de la valeur cible de l'indicateur de 20 points de pourcentage, soit un taux de réalisation de 125%.

**Constat N°3 :** Le projet a été très efficace dans la réalisation des activités planifiées et l'atteinte des résultats, comme on peut le constater avec le niveau de réalisation des activités et indicateurs.

Cependant, le dépassement des cibles pour la plupart des activités et indicateurs est justifié par l'efficacité des stratégies d'implémentation mises en place par le projet. Il peut noter que le projet a démarré dans un contexte politico-sécuritaire assez tendu, marqué par le coup d'État d'Août 2020 et les violences contre les populations. Par prudence, l'équipe projet a opté pour des cibles assez modérées, mais qui pouvaient être dépassées avec l'évolution du contexte. Cela pourrait également soulever un problème d'efficacité (même si ce critère n'a pas été abordé dans la présente évaluation). En effet, le large dépassement du niveau de réalisation des activités pourraient signifier que les ressources (humaines, matérielles et financières) planifiées pour la réalisation desdites étaient surestimées et pourraient être mieux planifiées pour d'autres activités afin d'obtenir des effets sur une échelle plus large.

### 3.2.3. Contraintes dans la mise en œuvre des activités et mesures d'atténuation

<sup>3</sup> Enquête d'audience

<sup>4</sup> Compilations données de suivi



Le principal défi était le risque sécuritaire qui a entraîné une lenteur dans la mise en œuvre de certaines activités notamment à Bandiagara, Bankass et Ansongo.

L'existence de Manager de sécurité au niveau de Search qui donne quotidiennement la situation sécuritaire et la recherche permanente des informations sécuritaires dans les différentes zones d'interventions a permis de lever certains obstacles et d'assurer une meilleure sécurité de l'équipe de mise en œuvre et les participants aux activités.

La lenteur dans la disponibilité des fonds pour démarrer les activités surtout celles du CNAP a également constitué une difficulté, ainsi que les procédures longues pour le décaissement et la multiplicité des pièces justificatifs.

La mise en œuvre de certaines activités de façon simultanée en envoyant souvent plusieurs équipes sur le terrain a permis de réduire un peu le retard accusé. La collaboration avec le CNAP qui est une structure d'alerte, a aussi permis d'avoir accès aux formations en temps réel et de planifier les actions en fonction de cela.

#### **3.2.4. Mobilisation des acteurs autour de la lutte contre la désinformation**

Les acteurs (leaders communautaires, autorités locales et administratives, société civile, professionnels des médias et les communautés) ont été fortement impliqués dans les activités de lutte contre la désinformation et les rumeurs de plusieurs manières. De manière spécifique, les leaders des organisations de la société civile composées des jeunes et des femmes ont été pleinement impliqués dans la sensibilisation de leurs bases (membres).

Les données du sondage confirment une forte implication des femmes et jeunes dans la lutte contre la désinformation et les messages de haine. En effet, 89% des répondants affirment que les femmes et les jeunes sont impliqués dans les mécanismes de gestion des rumeurs et des fausses informations au niveau local. Dans les communes de Bandiagara, Bankass, Diabaly et la commune 4 du district de Bamako, ce taux est de 100%. Et 90% dans les communes de Ségué Iré, Dimbal, Ansongo et Niono. Dans les communes de Gounzoureye et Bara ce taux est de 67%.

Cette mobilisation a permis aux différents acteurs à la suite de la formation à laquelle ils ont participé, de mener des actions en faveur de la lutte contre la désinformation et les messages de haine. Il est ressorti des entretiens avec des informateurs clés (Leaders d'associations de jeunes et de femmes et groupements de chasseurs) que des leaders d'associations de femmes, de jeunes et de groupements de chasseurs ont mené plusieurs activités de sensibilisation auprès de leurs groupements respectifs allant dans le sens de la sensibilisation face aux méfaits de la désinformation et la circulation des messages de haine. Le représentant des chasseurs de Diabaly témoigne en ces termes : « *Je peux dire j'ai été très impliqué dans la sensibilisation au niveau de mes groupements qui sont les chasseurs de la communauté* ». Les leaders des associations et groupements ont également joué un rôle très important dans la mobilisation de leurs membres pour des rencontres et des activités de sensibilisation. Par ailleurs, les jeunes leaders ont été impliqués dans

des activités de lutte contre la désinformation, à travers l'animation des grins avec leurs pairs. C'est le cas par exemple dans les communes de Bara, Ségué-Iré, Niono, Gounzoureye, Ansongo et la commune 6 de Bamako.

Les ambassadeurs de paix ont aussi joué un rôle très important en matière de sensibilisation communautaire pour la prévention et la lutte contre la désinformation. Ils ont également joué des rôles de facilitateurs lors des différentes rencontres et tribunes de sensibilisation sur les méfaits de la désinformation et des rumeurs.

**Constat N°4 :** *Le projet a su mobiliser les acteurs, notamment de la Société civile autour de la lutte contre la désinformation et les rumeurs. Toutefois, le constat est que ces acteurs ont principalement joué un rôle dans la sensibilisation. Leur rôle pourrait aller au-delà des simples activités de sensibilisation, avec la création par exemple de systèmes d'alerte rapide au niveau local et de réseaux de lanceurs d'alerte qui pourraient faire le lien avec le CNAP en termes d'échanges d'information et de définitions de mesures communes de ripostes.*

### **3.2.5. Prise en compte des dynamiques de genre et d'inclusion**

Les ateliers de planification participative ont fortement impliqué les femmes. Cela a permis d'évoquer les problématiques des femmes, notamment en lien avec la sécurité et leur implication dans les processus de gestion des rumeurs. Les jeunes femmes et hommes ont également pris part aux ateliers d'identification et de planification des activités. Cela a constitué un espace pour elles d'échanger avec d'autres acteurs pour la prise en compte de leurs problématiques en lien avec leur participation dans les comités et autres organes de lutte contre la désinformation. Particulièrement en ce qui concerne les jeunes, la principale problématique est liée au faible accès à l'information fiable et les conséquences que cela a sur eux, notamment les risques d'enrôlement dans des conflits à cause des messages de haine qu'ils pourraient recevoir.

Les tribunes d'expressions populaires ont offert des espaces aussi bien pour les femmes, que pour les jeunes (filles et garçons) pour faire passer leurs préoccupations à prendre en compte. Ces préoccupations étaient discutées lors des tribunes d'expressions avec d'autres acteurs afin de trouver des solutions consensuelles.

Tous les acteurs rencontrés s'accordent à dire que les femmes ont massivement participé aux activités du projet. En premier, elles ont été l'un des piliers des activités de sensibilisation, à travers leurs organisations et groupements qui ont été fortement mobilisés pour des rencontres et des activités de sensibilisation sur la lutte contre les fausses informations et les rumeurs. Les femmes étaient surtout beaucoup impliquées dans les activités de sensibilisation et des tribunes d'expressions populaires. Les femmes leaders des associations ont beaucoup contribué à mobiliser leurs membres pour des activités de sensibilisation et à organiser des sessions de restitution à leurs bases.

On note également une forte participation des jeunes filles, à travers notamment des journées théâtrales où elles ont participé à des sketches. Elles ont également pris part à des tribunes d'expressions populaires. Les jeunes filles, à l'instar des femmes ont été fortement impliquées dans des activités de sensibilisation auprès de leurs pairs sur les méfaits des fausses informations et des rumeurs.

Selon plusieurs acteurs rencontrés lors des entretiens, les jeunes hommes sont les premiers concernés par le phénomène de la désinformation, ce qui rend indispensable leur implication dans la lutte contre ce phénomène. En effet, les jeunes hommes ont été impliqués, à la fois comme acteurs, mais aussi comme cibles des activités de sensibilisation pour lutter contre les messages de haine, les fausses informations et les rumeurs.

A travers les démembrements locaux du conseil national des jeunes, beaucoup de jeunes garçons ont participé aux activités du projet. Tout comme les femmes, les jeunes leaders ont fortement contribué à la mobilisation des membres de leurs associations pour les activités de sensibilisation. Ils ont aussi assuré l'animation des sessions de sensibilisation sur la lutte contre la désinformation, ainsi que des restitutions des sessions de formation à leurs membres. En outre, la quasi-totalité des influenceurs et blogueurs ayant pris part aux activités de lutte contre les fausses informations et rumeurs étaient des jeunes garçons.

Il ressort des informations collectées, que plusieurs jeunes leaders d'associations ont mobilisé des jeunes pour participer à des activités de sensibilisation dont certains d'entre eux ont les facilitateurs. Ils ont également été très actifs dans l'animation des grins et des blogs sur des thématiques en lien avec la désinformation et les rumeurs.

Les jeunes ont aussi participé à des émissions radios et des tribunes d'expressions populaires afin de contribuer aux débats sur la diffusion des fausses informations, des rumeurs et des messages de haine.

**Constat N°5 :** *Les ateliers de planification conjointe et les tribunes d'expressions populaires ont constitué d'espaces pour les femmes et les jeunes d'exprimer leurs besoins et priorités, notamment les problématiques liées à leur implication dans les mécanismes locaux de lutte contre désinformation et les méfaits des fausses rumeurs sur les jeunes en particulier.*

*Un des principaux constats à ce niveau est que les femmes et les jeunes leaders ont joué un rôle dans la mobilisation des membres de leurs organisations pour les activités de sensibilisation*

### **3.3. Effets du projet**

#### **3.3.1. Renforcement de la collaboration entre les acteurs en matière de lutte contre la désinformation**

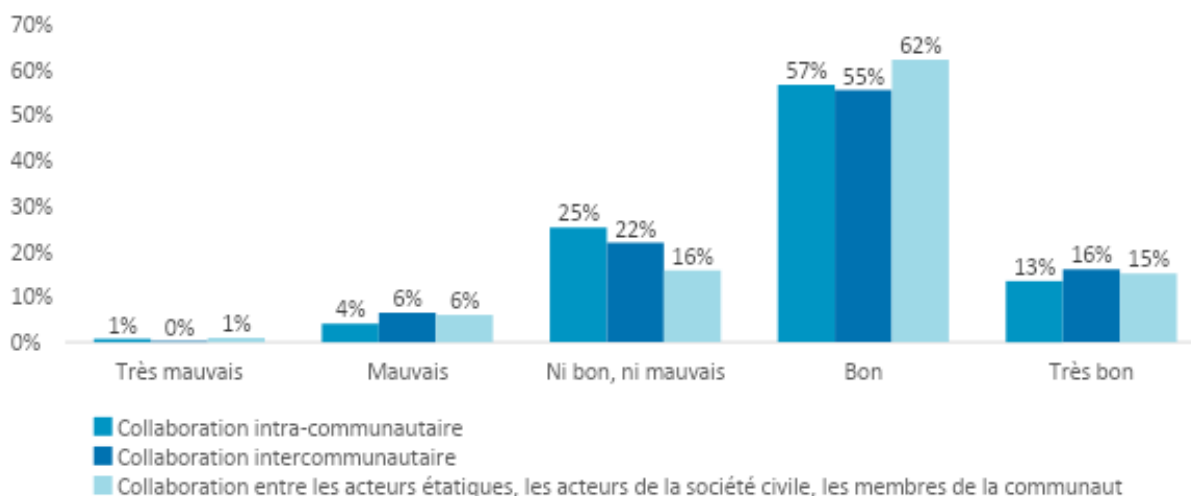
Le projet a d'abord procédé à une cartographie des acteurs de la zone, à la suite de laquelle des ateliers de planification conjointe ont été organisés, impliquant les acteurs clés identifiés.

Ensuite, il a appuyé la mise en place de commissions locales, constituées d'acteurs comme les élus locaux, les leaders communautaires, les leaders d'organisation de société civile et les professionnels de média. Ces acteurs ont joué un rôle très important dans la lutte contre la désinformation au travers des activités menées dans le cadre des commissions locales.

En effet, au travers des actions évoquées ci-dessus, le projet a su rassembler toutes les structures autour des activités de lutte contre la désinformation. Les structures comme les démembrements de la CNJ, la CAFO, le RECOTRADE, les élus locaux, les professionnels de médias et les représentants des chefs traditionnels locaux (chefs de villages/quartiers) ont été impliqués dans les activités de formation et de sensibilisations sur la lutte contre les fausses informations, ainsi que des tribunes d'expressions populaires.

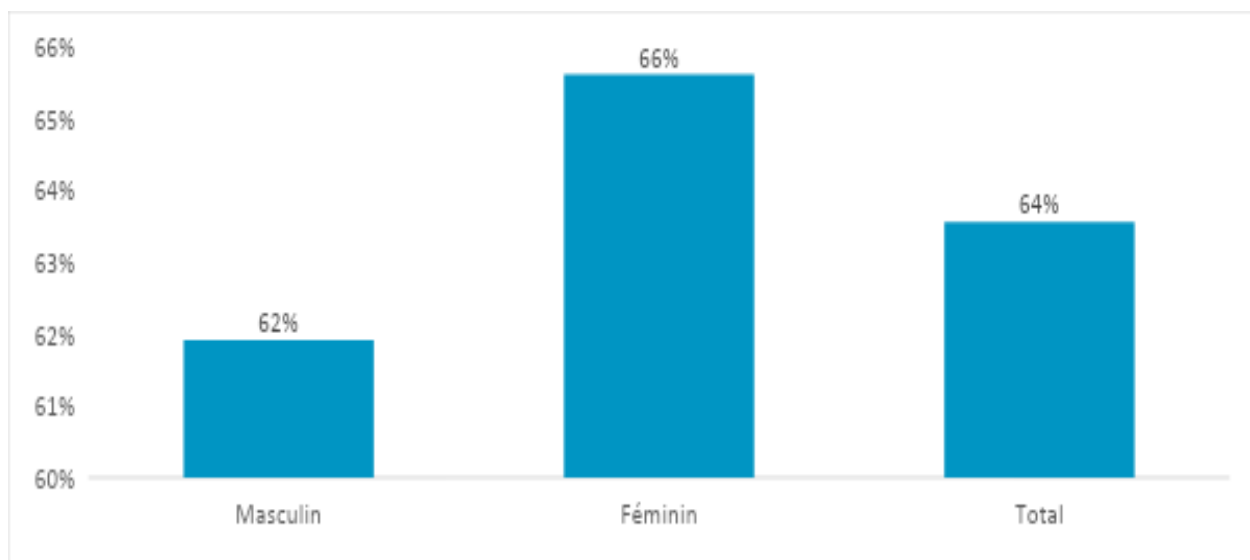
Les résultats de l'analyse des enquêtes corroborent cette collaboration à travers la bonne perception des parties prenantes sur l'état de collaboration dans la prévention et la gestion des rumeurs et fausses informations, dans la mesure où 77% des répondants trouvent que la collaboration est bonne ou très bonne entre les acteurs étatiques, la société civile et la communauté. En ce qui concerne la collaboration intra-communautaire, 70% des répondants trouvent qu'elle est bonne ou très bonne. Aussi, 61% des répondants ont une bonne perception de la collaboration intercommunautaire.

Graphique 3 : Perception des répondants sur la collaboration dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine



Selon les résultats des enquêtes sondage, 64% des répondants trouvent que la collaboration entre les acteurs ayant participé aux actions du projet en matière de prévention et gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine a été accrue. La proportion de femmes ayant la perception que la collaboration s'est accrue est légèrement plus élevée que celle des hommes, avec respectivement 66% et 62%.

Graphique 4 : Répartition des personnes enquêtées selon leur perception sur l'état de collaboration dans la prévention et la gestion des rumeurs, des fausses informations et des messages de haine.



Ces tendances sont confirmées par les informations recueillies auprès d'un membre du staff du CNAP qui affirme que les activités de plaidoyer menées par sa structure ont regroupé à chaque fois tous les acteurs intervenant sur la question, de même que les activités de sensibilisation sur le rôle du CNAP et les formations sur la plateforme de recueil des données **Alerte-Mali**. L'Alerte précoce est un mécanisme mis en place dans des localités d'intervention du projet pour faciliter la remontée des informations, leur analyse rapide et la prise de décision prompt pour anticiper la survenue des crises.

La participation à ces différentes activités a qui a permis de nouer des relations et d'entraîner la collaboration entre eux. Un exemple de collaboration est la création des cadres de dialogues et de partage d'expériences sur la lutte contre les rumeurs et les fausses informations au niveau local.

**Constat N°6 :** Les interventions du projet ont contribué à renforcer la collaboration entre les acteurs (société civile, leaders communautaires, élus locaux et professionnels de médias) pour lutter contre les

rumeurs et les messages de haine. La mise en place de cadres d'expériences est des exemples de collaboration entre acteurs.

Toutefois, comme indiqué plus haut, cette collaboration pourrait aller plus loin, avec la mise en place de mécanismes locaux d'alerte par les acteurs et le lien avec le CNAP.

### 3.3.2. Changement d'attitudes et de comportements vis-à-vis de la désinformation, des rumeurs et des messages de haine

Les enquêtes ont révélé que 31% des répondants ont affirmé avoir été victimes de discours de haine, de fausses informations et de la désinformation au cours des trois derniers mois. L'analyse des réactions après avoir été victimes de désinformation, de discours de haine et de fausses informations montre que 33% des répondants déclarent **ne rien faire comme action** lorsqu'ils sont victimes de désinformation, de discours de haine et de fausses informations. Les femmes sont plus concernées par cette situation que les hommes, avec respectivement 42% et 26%. Par ailleurs, 21% des répondants déclarent **se plaindre** auprès des personnes ayant tenu ces propos ou se plaindre auprès des parents. Seulement 10% se plaignent auprès des Forces de Défense et de Sécurité.

L'analyse par région montre que 69% des répondants à Bamako n'ont rien fait après avoir été victimes de fausses informations. En revanche, à Bandiagara, il y a une très forte proportion de répondants qui ont réagi en se plaignant soit auprès des auteurs des fausses informations (64%) ou des forces de défenses et de sécurité (23%).

Tableau 6 : Répartition des personnes enquêtées selon leurs réactions après avoir été victimes de désinformation, de discours de haine et de fausses informations

Communes	Ne faire rien comme action	Plaindre auprès des parents	Plaindre auprès des personnes ayant tenu ces propos	Tenter de se faire justice soi-même	Plaindre auprès des Forces de Défense et de Sécurité	Autres réactions
<b>Région</b>						
Bamako	69%		6%	6%	13%	6%
Bandiagara	5%	5%	64%	5%	23%	
Gao	35%	41%	21%		3%	
Ségou	39%	6%	6%		11%	39%
San	24%	6%			12%	59%
<b>Sexe</b>						
Masculin	26%	20%	20%	1%	11%	22%
Féminin	42%	21%	23%	2%	9%	3%
<b>Total</b>	<b>33%</b>	<b>21%</b>	<b>21%</b>	<b>1%</b>	<b>10%</b>	<b>14%</b>

On assiste à un changement positif des attitudes et comportements vis-à-vis de la désinformation. Ainsi, près de 9 personnes sur 10 affirment qu’elles cherchent désormais à vérifier les informations qu’elles reçoivent. Cela est valable aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Le changement d’attitudes et de comportements est aussi perçu chez les jeunes, étant donné que 83% des moins de 35 ans parmi les répondants ont affirmé qu’ils cherchent à vérifier les informations qu’ils reçoivent. Cette proportion est d’environ 77% pour les adolescents de 15-19 ans. En plus, 21% des répondants ont déclaré qu’ils avertissent les auteurs de la propagation des informations et 9% diffusent des discours alternatifs pour contrer les rumeurs et messages de haine.

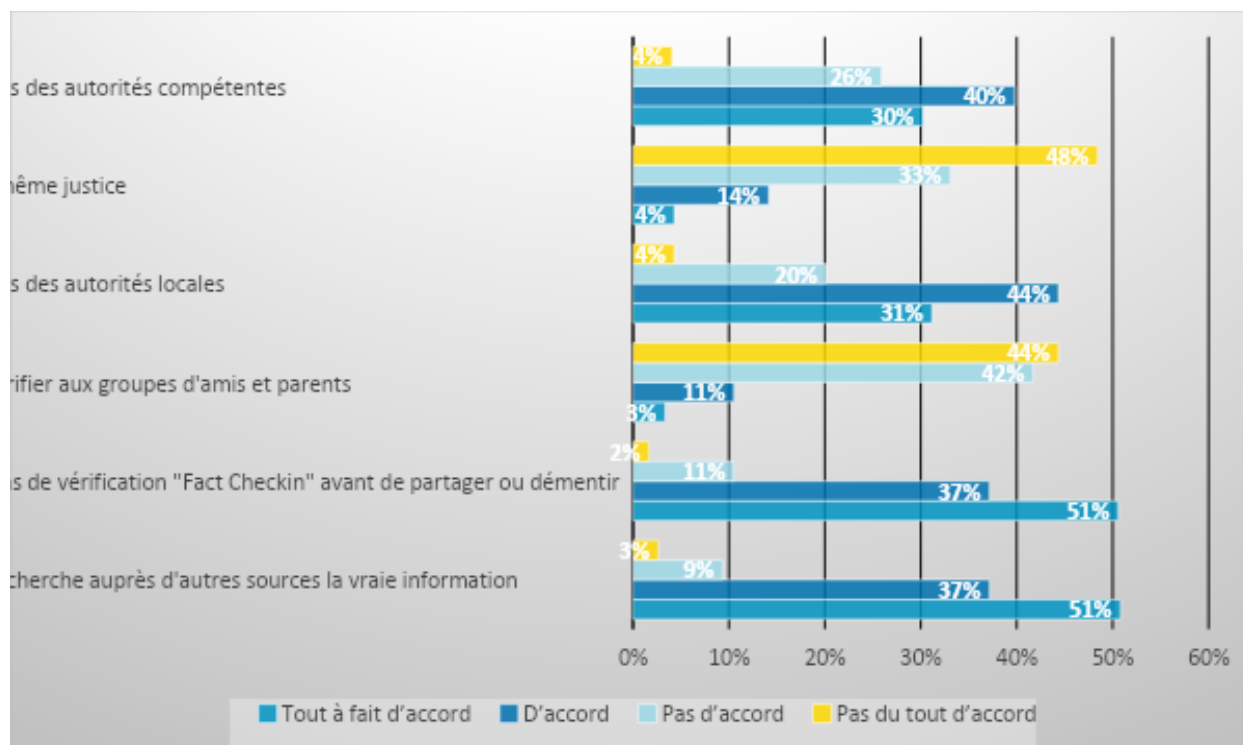
Seulement 2% de répondants croient à ces informations sans chercher à vérifier, et 9% affirment ne rien faire face à ces informations.

Tableau 7 : Répartition des personnes enquêtées selon les attitudes adoptées face aux rumeurs, aux fausses informations et aux messages haineux pour préserver la cohésion sociale

Attitudes adoptées aux fausses informations	Masculin	Féminin	Total
Chercher à vérifier	89%	83%	86%
Croire	2%	3%	2%
Contribuer à diffuser	7%	12%	9%
Contre en diffusant un discours alternatif	10%	8%	9%
Avertir les auteurs de propagation de ces informations	23%	19%	21%
Ne faire rien	8%	10%	9%
Autres attitudes (avertir les autorités, dénoncer les auteurs, garder son sang-froid le temps de vérifier)	6%	5%	6%

De façon globale, 88% des répondants pensent qu’il faut rester prudent et chercher d’autres sources de vérification « Fact Checking » face à une information. En plus, 70% des répondants sont d’accord qu’il faudrait se plaindre auprès des autorités compétentes en cas de fausses informations et rumeurs.

Graphique 5 : Répartition des personnes enquêtées selon leur perception face aux rumeurs et aux fausses informations



Dans l'ensemble, 92% des répondants adoptent au moins 3 des 6 attitudes positives critiques évoquées face aux rumeurs et fausses informations. Cette proportion est légèrement élevée chez les femmes par rapport aux hommes, avec respectivement 93% et 90%. En moyenne, 80% des jeunes de moins de 35 ans adoptent au moins 3 des 6 attitudes positives.

La proportion de répondants qui adoptent entre 3 et 6 attitudes positives est de 100% à Bandiagara et Ségou, 98% à Bamako et 95% à San. A Gao, 76% des répondants adoptent au 3 attitudes positives, il s'agit de la proportion la plus faible par région.

Cependant, moins de la moitié de la population adopte toutes les 6 attitudes critiques, soit 45% avec 40% pour les femmes et 48% pour les hommes. Seulement 30% des jeunes de moins de 35 ans adoptent les 6 attitudes critiques. Un effort important reste à faire pour les adolescents de 15-19 ans dont 12% adoptent toutes les attitudes critiques.

Tableau 8 : Répartition des personnes enquêtées adoptant des attitudes critiques face aux rumeurs et fausses informations

Nombre d'attitudes positives	0	1	2	3	4	5	6
	Région						
Bamako			2%	3%	15%	39%	41%
Bandiagara					5%	28%	68%
Gao	2%	10%	12%	15%	10%	17%	33%
Ségou				3%	25%	24%	48%



San			5%	5%	22%	37%	32%
Total	1%	3%	5%	6%	14%	27%	45%
<b>Sexe des répondants</b>							
Féminin	1%	4%	2%	9%	18%	26%	40%
Total	1%	3%	5%	6%	14%	27%	45%

Les informations recueillies lors des entretiens corroborent les tendances ressorties des enquêtes sondages et démontrent que pour la totalité des acteurs clés, il y a un changement positif de perception vis-à-vis de la désinformation et des fausses informations. Avant de bénéficier des formations et des messages de sensibilisation, plusieurs parmi ces acteurs ont affirmé avoir cru à toute information reçue et partageaient systématiquement sans vérification. Cette attitude à tendance a baissé considérablement au sein des acteurs selon plusieurs témoignages. Comme celui de ce conseiller villageois à Ansongo, « *On croyait en tout ce qu'on entendait, maintenant ce n'est plus le cas. On fait la vérification des fausses informations et rumeurs maintenant auprès des sources sûres* ».

Les entretiens avec certains acteurs clés nous permettent d'affirmer qu'il y a une prise de conscience en ce qui concerne la gestion et le traitement des rumeurs et fausses informations. Beaucoup d'interlocuteurs ont démontré une meilleure connaissance des méfaits de la désinformation. De plus en plus, les acteurs démontrent des attitudes plus positives, en affirmant avoir vérifié toutes les informations reçues avant leur diffusion. Des groupes WhatsApp sont même créés dans beaucoup d'endroits entre les acteurs à cet effet.

En plus, les comportements de panique à la réception des informations sans sources fiables ont considérablement diminué selon plusieurs interlocuteurs. Les informations sensibles sont désormais traitées avec attention à travers la recherche de sources fiables.

Les professionnels de médias démontrent également un changement d'attitude à travers un meilleur traitement des informations, surtout celles sensibles à la sécurité. En effet, tous ceux qui ont été rencontrés lors de cette évaluation affirment vérifier et traiter les informations avant de les partager au public.

Selon un membre du staff du projet de Search, les journalistes, influenceurs et blogueurs ont été suffisamment formés dans le cadre du projet. Grâce à ces formations, ils vérifient toujours les informations avant de les publier.

Pour l'ensemble des acteurs rencontrés, il y a de moins en moins de conflits liés à la désinformation et aux rumeurs dans les zones d'interventions du projet depuis le début de sa mise en œuvre. Les ambassadeurs de paix et les leaders des organisations de femmes et de jeunes ont affirmé avoir contribué à cela en diffusant des messages de sensibilisation sur la paix et le vivre ensemble auprès de la population et des membres des organisations. Ces propos recueillis lors d'un entretien avec un leader de la jeunesse de la commune de Kava confirment cela, « *les conflits ont*

diminué grâce à la réduction des fausses informations et messages haineux qui résulte en grande partie aux actions de ce projet ».

**Constat N°7 :** *Le changement d'attitudes vis-à-vis des fausses informations et des rumeurs est perceptible dans les communautés bénéficiaires du projet. Les populations cibles ont su démontrer une bonne maîtrise des attitudes positives à adopter face aux fausses informations. On peut affirmer que ce changement d'attitude des populations est à l'actif du projet, qui a soutenu beaucoup d'activités dans ce sens, notamment des formations et sensibilisations.*

*Par ailleurs, on pourrait aussi affirmer que la diminution perçue du phénomène des fausses informations et rumeurs est fortement liée à ce changement d'attitudes des populations.*

### **3.3.3. Perception des communautés bénéficiaires sur la contribution des acteurs étatiques, de la société civile et communautaires, des professionnels des médias dans la sécurité et la cohésion sociale des zones d'intervention**

Les communautés ont une bonne perception de la contribution des acteurs (étatiques, de la société civile, communautaire et professionnels des médias) à la cohésion sociale entre elles. Les résultats du sondage indiquent que 93% des répondants trouvent que la cohésion sociale est bonne ou très bonne dans leurs localités. Cela est perceptible dans toutes les régions, où au moins 85% des répondants ont une bonne perception de la cohésion sociale. Cette cohésion se manifeste par une meilleure collaboration entre les communautés à travers la réalisation d'activités d'intérêt commun. Les ambassadeurs de paix, les organisations des femmes et des jeunes ont joué un rôle important à travers des séances de sensibilisation appelant au vivre ensemble et à la cohésion en évitant des discours stigmatisants.

L'amélioration de la cohésion sociale est le corollaire de l'amélioration de la situation sécuritaire.

Certains acteurs interrogés lors des entretiens et focus group dans des localités au niveau des communes de Dimbal, Kava, San, Gao, Bankass, Ségué-Iré et le District de Bamako trouvent que la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée. Cette perception sur l'amélioration de la sécurité est confirmée par les propos de ce conseiller villageois dans la commune de Gounzoureye, « *Auparavant on entendait tout le temps qu'il y a des enlèvements ou des cas de vols de bétails, maintenant ces cas ont beaucoup diminué* ».

*Certes, il est difficile d'attribuer cette amélioration de la situation sécuritaire aux seules actions du projet, mais nul doute que les actions de sensibilisation, les tribunes d'expression populaire, activités de solidarité ont contribué.*

L'amélioration de la situation sécuritaire est justifiée pour plusieurs acteurs par entre autres : la réduction des cas d'enlèvement et des vols de bétails, la collaboration entre les forces de défense et la population qui est de plus en plus perceptible, la présence de plus en plus visible de forces de défense et sécurité à travers des patrouilles.

La plupart des acteurs rencontrés attribuent cela à l'organisation des tribunes d'expressions populaires et la diffusion des émissions radiophoniques comme « Tabalé Kunkan » et aux actions de sensibilisation de la population contre la diffusion des messages de haine.

**Constat N°8:** *De la perception des personnes interrogées aussi bien en entretiens que lors des enquêtes de sondage, le projet a contribué à la réduction de l'insécurité et le renforcement de la cohésion sociale.*

*De notre point de vue, des actions menées par le projet, comme la sensibilisation contre la diffusion des messages de haine et la mise en place d'espaces comme les tribunes d'expressions populaires pourraient avoir des effets positifs sur la cohésion sociale dans les localités d'intervention.*

*Cependant, nous pensons que la contribution du projet à la réduction de l'insécurité est très minime voire inexistante. En effet, la réduction de l'insécurité pourrait s'expliquer par des actions à une grande échelle qui sont au-delà des interventions du projet.*

### **3.3.4. Effets inattendus (positifs ou négatifs) auxquels le projet a contribué directement ou indirectement**

A l'analyse des différents entretiens avec les informateurs clés, y compris des membres de l'équipe projet rencontrés et les discussions en focus group au niveau communautaire, on peut affirmer que le projet a eu très peu d'effets inattendus. Cependant, de notre analyse, nous pouvons noter que l'adhésion forte du gouvernement aux approches et actions du projet, malgré un contexte marqué par la méfiance vis-à-vis de certains partenaires, est à saluer. En effet, le projet a suscité un intérêt particulier au plus haut sommet de l'État grâce aux messages de sensibilisation radiophoniques et aux activités communautaires et surtout la mise en place de la plateforme **Alerte-Mali** ayant donné des résultats probants surtout au centre du pays.

La revue documentaire a permis de constater un autre effet inattendu positif provoqué par le challenge sur la désinformation et les discours de haine. Ce challenge a mobilisé plus d'une centaine d'artistes des catégories musique, slam et poésie. Ces artistes originaires de toutes les régions du pays ont produit des capsules vidéo essentiellement en langues locales appelant à la lutte contre les phénomènes de la désinformation et des discours de haine. Les vues, les partages et les likes de ces capsules démontrent que plus 600 000 personnes, essentiellement jeunes et femmes ont été touchées par les messages véhiculés. Chacun des artistes ayant participé à ce challenge dispose d'un public fidèle auprès duquel il est crédible. Cela a pour effet, les changements d'attitude et de comportements face aux phénomènes de la désinformation et des discours.

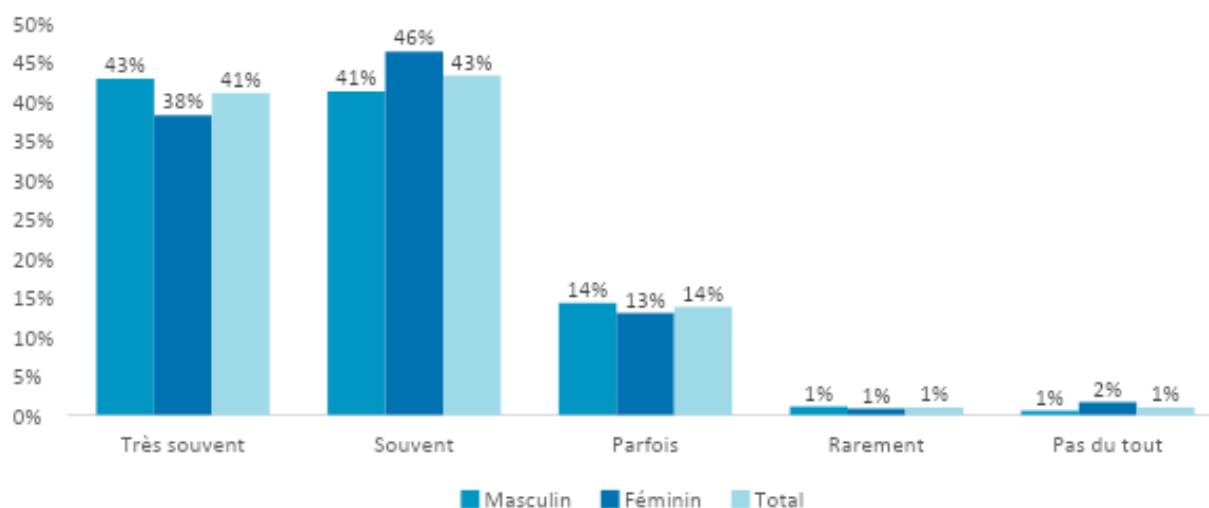
### **3.3.5. Amélioration de l'accès et le partage d'informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits et de récits alternatifs qui favorisent la cohésion sociale (Objectif Spécifique 2)**

Globalement, 75% des répondants au sondage affirment avoir accès à des informations vérifiées, crédibles et sensibles aux conflits. La proportion de personnes ayant affirmé avoir accès à des informations fiables est de 82% pour les hommes et 66% pour les femmes.

La fréquence d'accès à des informations vérifiées est régulière pour plus de 80% de répondants qui affirment souvent et très souvent avoir accès à ces informations.

Près de la moitié des répondants affirme qu'elles **ont souvent** accès aux informations fiables et crédibles, soit 44% dont 41% pour les hommes et 46% pour les femmes. De même, 41% déclarent avoir **très souvent** accès à des informations fiables et crédibles dont 43% pour les hommes et 38% pour les femmes.

Graphique 6 : Répartition des personnes enquêtées selon la fréquence d'accès à des informations fiables et crédibles



Les enquêtes révèlent que les radios communautaires, ainsi que les radios nationale ou étrangère constituent la principale source d'informations des personnes enquêtées. La télévision constitue également une importante source d'information. Les réseaux sociaux constituent une source pour 40% des personnes enquêtées.

Tableau 9: Répartition des personnes enquêtées selon les sources d'informations

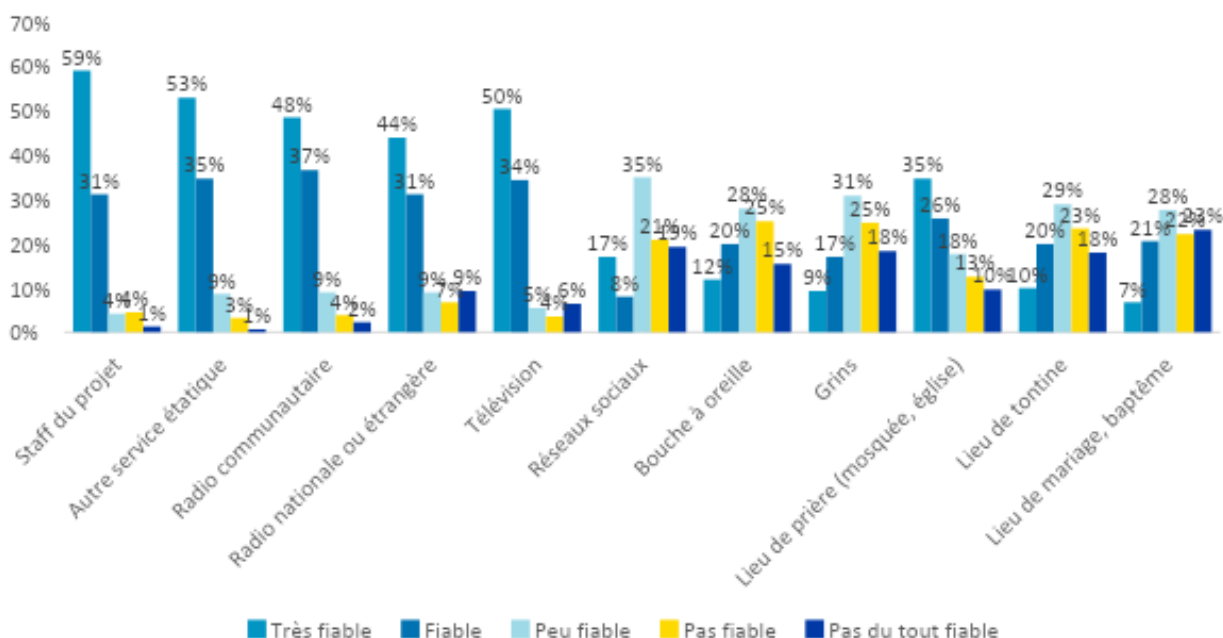
Sources	Masculin	Féminin	Total
Staff du projet	40%	42%	41%
Forces Armées et de Défense	29%	28%	29%
Autre service étatique	30%	33%	31%
<b>Radio communautaire</b>	<b>80%</b>	<b>85%</b>	<b>82%</b>
<b>Radio nationale ou étrangère</b>	<b>51%</b>	<b>61%</b>	<b>55%</b>
<b>Télévision</b>	<b>53%</b>	<b>61%</b>	<b>56%</b>
Réseaux sociaux	38%	43%	40%
Bouche à oreille	15%	22%	18%
Au niveau des Grins	14%	13%	14%
Lieu de prière (mosquée, église)	21%	26%	23%

Lieu de tontine	8%	12%	10%
Lieu de mariage, baptême	8%	11%	9%

A l'analyse, on se rend compte que ces sources sont généralement officielles et plus formelles que les autres sources citées. On peut donc affirmer que les sources officielles et formelles sont celles qui bénéficient le plus de la confiance des populations en termes de fiabilité.

En revanche, les réseaux sociaux et les grins de jeunes sont considérés comme les sources les moins fiables, alors que ce sont les principales sources d'informations des jeunes. Il y a donc une nécessité pour les interventions futures ou similaires de mettre plus d'accent sur ces deux sources dans les activités de sensibilisation.

Graphique 7 : Répartition des personnes enquêtées selon leur perception sur la fiabilité des sources d'information



**Constat N°9:** Les médias traditionnels (radios et télévisions) contribuent fortement à la diffusion d'informations fiables. Cela se comprend, d'autant plus que les journalistes et animateurs qui officient dans ces médias bénéficient généralement de formations, notamment sur les aspects d'éthique, ainsi que les méthodes de collecte et de traitement de l'information.

La contribution du projet à ce niveau, pourrait être, de notre point de vue, à l'orientation des populations sur ces sources fiables.

### 3.3.6. Contribution à la réduction de la polarisation collective

La polarisation collective est l'une des cinq (5) thématiques phares du Peace Impact Framework ou le cadre d'impact de la paix de Search. Dans le cadre de cette évaluation, il a permis d'analyser le niveau de perception des communautés sur la réduction des préjugés et des stigmatisations véhiculés dans les messages de haine, rumeurs et fausses informations, mais aussi le lien avec le niveau de confiance dans les interactions.

Au total, 81% des répondants ayant la perception que les jeunes sont des acteurs contribuant à la propagation des fausses informations et des messages de haines. Les professionnels de médias sont considérés aussi par plus de 60% des personnes enquêtées comme acteurs contribuant à la propagation des rumeurs et fausses informations et de discours de haines. De plus, 60% des répondants reconnaissent que les femmes dans les associations et les tontines contribuent à la propagation des rumeurs, de la désinformation et des messages. Les lieux où se rassemblent ces femmes sont aussi des lieux propices à la propagation de fausses rumeurs.

Les répondants aux enquêtes de sondage ont la perception que les fausses et les rumeurs affectent la cohabitation entre les communautés en engendrant des conflits (pour 59%), en réduisant la confiance (pour 81%) et nuisant à la réputation de certains groupes (55%).

La perception selon laquelle les fausses informations engendrent des conflits est plus marquée à Bamako (75%) et Gao (72%). En ce qui concerne les impacts en matière de réduction de confiance entre les communautés, plus de répondants de Gao (91%) et Ségou (89%) ont cette perception. Enfin, c'est dans les régions de Bandiagara (60%) et Gao (62%) qu'il y a une perception plus marquée sur les impacts des fausses informations en termes de nuisance à la réputation.

### *Réduction des rumeurs et messages de haine*

Les données du sondage indiquent que 64% des répondants trouvent que les discours de haine ont diminué ou beaucoup diminué, avec 66% pour les hommes et 61% pour les femmes. Ce grâce aux actions du projet "*Tabalé Kunkan*" qui ont contribué à détruire certains stéréotypes et préjugés dont étaient victimes certaines communautés. En effet, certaines communautés ou acteurs sont accusés, sans fondement, d'être en connexion avec les groupes armés radicaux, soit avec l'État.

Les informations recueillies lors des discussions en focus group confirment cet état de fait. En effet, tous les groupes de femmes et de jeunes rencontrés lors des focus sont unanimement d'accord que le projet a contribué à la diminution des discours de haine. Selon les personnes rencontrées en focus group, les campagnes de sensibilisation réalisées, les sketches et les tribunes d'expressions populaires ont fortement contribué à la réduction des messages de haine.

Cependant, 17% des répondants pensent que rien n'a changé et 19% pensent que ces informations n'ont pas diminué.

Par ailleurs, 93% des répondants jugent bonne ou très bonne la cohésion sociale entre les communautés. Il est à noter que le niveau de perception des femmes et des hommes est quasi-identique et 80% des jeunes de moins de 35 ans ont la même perception en matière de cohésion sociale. Cette cohésion est justifiée par la réduction des préjugés et des stigmatisations au niveau des communautés qui décident de travailler ensemble pour mener le combat contre les phénomènes de la désinformation et des discours haineux.

La quasi-totalité des personnes rencontrées lors des focus group ont la perception qu'il existe de plus en plus de bonnes relations entre les acteurs au niveau communautaire. Selon plusieurs participants aux discussions en focus group, les activités de sensibilisation et la diffusion de messages sur la paix et contre la propagation des messages ont beaucoup contribué à cette bonne entente entre les communautés. Ce discours d'un participant à un focus jeunes en commune 4 de Bamako corrobore les informations recueillies, « *Le projet a contribué à renforcer l'entente entre les communautés à travers des activités de sensibilisation et de rapprochement des communautés pour lutter contre les rumeurs, fausses informations et les messages de haines* ».

**Constat N°10 :** Les communautés se font de plus en plus en confiance et ont une meilleure perception de leurs interactions. Pour une grande partie des répondants, les activités de sensibilisation et la diffusion de messages contre la propagation de fausses informations ont beaucoup contribué à cela.

Toutefois, nous pensons qu'il y a beaucoup d'autres projets dans les zones d'interventions, notamment dans les régions de Mopti et Ségou sur les questions de paix et de cohésion sociale. Les effets combinés de ces interventions avec celles du projet pourraient être la résultante de cette réduction de la polarisation collective.

### 3.3.7. Contribution au renforcement du pouvoir d'agir individuel

Le pouvoir d'agir individuel est également une thématique du Peace Impact Framework ou le cadre d'impact de la paix de Search. Il a permis de mesurer surtout la prédisposition et la capacité des individus à mener des actions au sein de leurs communautés pour influencer les choses qui leur tiennent à cœur. Toutefois, il est à noter que l'analyse du pouvoir d'agir individuel concerne seulement l'indicateur lié à la capacité des individus à mener des actions pour les choses qui les tiennent à cœur.

Le projet a contribué à cela en renforçant les capacités de leadership des acteurs à agir sur la cohésion sociale au sein de leurs communautés. A cet effet, les données du sondage révèlent que les membres des communautés bénéficiaires ont mené des actions pour contribuer à la cohésion sociale dans leurs localités. A cet effet, 79% des répondants ont affirmé avoir mené des activités de sensibilisation ; 41% ont diffusé des messages sur la paix et la réconciliation et 58% ont pris part à des débats sur la paix.

Types d'activités menées pour contribuer à la cohésion sociale au sein de la communauté	Masculin	Féminin	Total
Sensibilisation	81%	76%	79%
Diffusion de messages de paix et de réconciliation	40%	41%	41%
Participation aux débats	62%	53%	58%
Autres (soutien aux personnes en difficulté, conseils, prière, organisation de festivités/compétitions entre jeunes)	7%	9%	7%

Tableau 10: Répartition des personnes enquêtées selon les types d'activités menées pour contribuer à la cohésion sociale au sein de leurs communautés

### 3.3.8. Lutte contre la désinformation, les rumeurs et les messages de haine par les acteurs étatiques, de la société civile et communautaires, les professionnels des médias en utilisant les connaissances acquises

Les répondants aux enquêtes de sondage affirment avoir également entrepris des actions dans le cadre de la lutte contre les rumeurs et les discours de haine grâce aux capacités qu'ils ont acquis avec le projet. Ainsi, 73% des répondants ont affirmé avoir entrepris des actions de sensibilisation



sur les méfaits de la désinformation. Cette activité a été entreprise par un grand nombre de répondants dans les régions de Bandiagara et Gao, avec respectivement 90% et 88%. Dans la région de Bandiagara, la totalité des répondants, soit 100% dans les communes de Bandiagara, Bankass et Dimbal, ont affirmé avoir entrepris des actions de sensibilisation sur les méfaits de la désinformation. A Bamako et à San, une proportion relativement plus faible de répondants (43%) a affirmé avoir entrepris des actions de sensibilisation.

L'instauration des mesures d'amendes au sein des tontines contre les auteurs de fausses informations constitue également une action entreprise pour 16% des répondants. Cette pratique est adoptée beaucoup plus dans les régions de Bandiagara et de Gao, avec des proportions respectives de 22% et 30%. Ainsi, dans les communes de Ségué-Iré (Région de Bandiagara) et d'Ansongo (Région de Gao), respectivement 43% et 42% répondants ont affirmé avoir instauré des mesures d'amendes. Par ailleurs, à Bamako et à San, seulement 2% des répondants ont affirmé avoir instauré de telles mesures.

Un autre type d'activités entreprises par les répondants est la création des comités de lutte contre la désinformation selon 42% des répondants. Encore une fois, c'est dans les régions de Bandiagara et Gao qu'il y a plus de répondants ayant entrepris la création de comités, notamment dans les communes de Ségué-Iré (80%), Bankass (71%) et Bandiagara (56%) dans la région de Bandiagara, ainsi que celles d'Ansongo (60%), de Bara (56%) et Gao (56%) dans la région de Gao.

Enfin, la vérification des faits auprès de sources crédibles est entreprise comme action selon 40% des répondants, dont 53% dans la région de Bandiagara, 44% dans la région de Gao, 35% dans les régions de Ségou et San, et seulement 16% à Bamako.

Tableau 11 : Répartition des personnes enquêtées selon les types d'activités menées pour contribuer à la lutte contre les rumeurs et les messages de haines

Région	Sensibilisation sur les méfaits de la désinformation	Mesures d'amendes au sein des tontines	Création des comités de lutte contre la désinformation, les rumeurs et messages de haine	Vérification des faits auprès de sources crédibles avant toute propagation
Bamako	43%	2%	3%	16%
Bandiagara	90%	22%	64%	53%
Gao	88%	30%	58%	44%
Ségou	71%	5%	30%	35%
San	43%	2%	25%	35%
<b>Total</b>	<b>72%</b>	<b>16%</b>	<b>42%</b>	<b>40%</b>

Les acteurs rencontrés lors des entretiens et groupes de discussions affirment avoir mené plusieurs actions pour lutter contre la désinformation et les messages de haine. On peut noter entre autres : les campagnes de sensibilisation, les journées de théâtrales avec des sketches, les tribunes d'expressions populaire organisées par les ambassadeurs de paix, les réunions de restitutions au sein des

associations et groupements, les échanges de proximité autour des thématiques sur la désinformation dans les grins de jeunes et les tontines des femmes.

Les jeunes ont également organisé des activités de sensibilisation dans les écoles pour lutter contre la désinformation, les fausses informations et les messages de haine. Ces activités de sensibilisation dans les écoles ont été réalisées principalement par les jeunes dans la région de Gao, notamment dans les communes de Gao et Gounzoureye.

Par ailleurs, les acteurs rencontrés affirment avoir contribué à l'amélioration de la situation sécuritaire à travers des actions de collaboration avec les FDS par la dénonciation des cas suspects, la sensibilisation de la population contre la diffusion des messages de haine, la participation à des dialogues communautaires.

**Constat N°11 :** Les communautés prennent de plus en plus des initiatives locales pour contribuer à la cohésion sociale. Le constat est que ces initiatives tournent généralement autour des activités ou thématiques promues par le projet. Cela constitue une bonne note pour le projet qui aura contribué à renforcer les capacités des communautés à agir en faveur des changements positifs au niveau local.

### 3.4. Durabilité

Grâce aux différentes formations suivies par les acteurs (ambassadeurs de paix, professionnels des médias) et compte tenu de l'intérêt pour ce projet, nous pouvons affirmer qu'il y a un fort engagement de ces acteurs à poursuivre les actions après le projet.

Il ressort des entretiens avec les acteurs clés des commissions/comités de suivi ou de veille ont été mis en place dans plusieurs localités (Komberou et Allbougou dans le cercle de Bandiagara ; Ogotènè, Serbo et Oroboye dans le cercle Bankass ; ainsi qu' San). Les acteurs interrogés au niveau de ces localités ont affirmé leur volonté de continuer à animer ces comités en matière de lutte contre la désinformation. Les comités locaux de suivi mis en place constituent des mécanismes formels pour les acteurs de poursuivre la collaboration en matière de lutte contre la désinformation et les rumeurs.

Cependant, même si les comités de suivi en place continuent de fonctionner au moment de l'évaluation et malgré l'engagement des acteurs à poursuivre les actions du projet, ils ne disposent actuellement d'aucune source de financement de leurs activités. Il y a donc un défi important lié à la mobilisation des fonds pour financer les activités futures des comités. A cet effet, le projet devrait soutenir l'élaboration des plans de désengagement, avec l'implication des autorités locales et des collectivités pour intégrer les actions des comités dans des cadres d'échanges institutionnels existants et fonctionnels (CLOSAD, CCSAD) afin d'assurer leur pérennité.

Selon les informations recueillies auprès du CNAP, le projet a mis en place des comités de prévention et de gestion des conflits dans chaque commune pour assurer la poursuite de la collaboration entre les acteurs. Cette information est confirmée par la revue du rapport final du projet. En plus, le CNAP a mis en place un système de collecte et de remontées de données. Aussi,

au niveau du CNAP, des plateformes thématiques regroupant tous les acteurs des 5 thématiques existent, plusieurs acteurs du projet sont déjà membres de ces plateformes avec lesquels des rencontres trimestrielles.

Des plateformes WhatsApp mises en place lors des formations et autres activités du projet permettent déjà de maintenir le contact et de renforcer la collaboration entre les acteurs. Selon les informations issues du rapport final du projet, ces plateformes WhatsApp ont été mises en place lors des formations pour maintenir le contact et renforcer la collaboration entre les acteurs. Cela est corroboré par les entretiens avec des acteurs qui ont confirmé l'existence de plateformes WhatsApp fonctionnelles à Bamako (Banankabougou), San et Gao. Ces plateformes continuent de fonctionner et sont animées au moment de l'évaluation. Pour assurer la continuité des Plateformes dont l'animation ne nécessite pas de financement contrairement aux comités de suivi, Search et CNAP devraient continuer à susciter des discussions et débats sur des thématiques en lien avec la désinformation et la gestion des rumeurs

**Constat N°12 :** *Des initiatives et mécanismes en place, comme les comités de suivi ou de veille on encore des plateformes WhatsApp, pourraient contribuer à pérenniser les acquis du projet.*

*Toutefois, de notre point de vue, ces mécanismes restent encore très fragiles en l'absence d'un plan ou stratégie de sortie claire élaborée par le projet.*

### 3.6. Leçons apprises

La mise en œuvre du projet a permis d'amorcer une dynamique de changement en matière de lutte contre la désinformation. Le principal enseignement tiré à ce niveau est que l'implication des communautés et la disponibilité des acteurs à accompagner les initiatives du projet est un facteur de réussite, notamment en termes d'appropriation, qui mérite d'être perpétuée et renforcée pour les interventions futures.

Dans un contexte de crise multidimensionnelle où la désinformation et les messages de haine pourraient provenir de plusieurs facteurs, un accent devrait être mis sur la collaboration multi-acteurs et le développement de synergies solides, ce qui ne semble être le cas actuellement. Lors des prochaines phases ou des interventions similaires, Search devrait approfondir des échanges en amont et faire une bonne cartographie des interventions afin de développer des synergies.

Le délai de mise en place des fonds a aussi constitué un obstacle important à corriger lors des prochaines interventions. En effet, la mise à disposition tardive des fonds au partenaire CNAP entraîne une répercussion sur la planification des activités et du coup retarde les activités. Pour plus d'efficacité dans les interventions futures, il serait judicieux d'assouplir les procédures de décaissement de fonds.

L'organisation d'ateliers conjoints de planification constitue une bonne pratique à mettre à l'échelle . Ces ateliers regroupant l'ensemble des acteurs clés au niveau de chaque commune ont

été évoqués par beaucoup d'acteurs pour justifier la pertinence des interventions du projet, étant donné qu'ils leur ont permis d'exposer leurs préoccupations pour être pris en compte dans la planification des activités. Cette approche de planification a été très déterminante dans l'appropriation du projet par les populations et les acteurs clés.

Les Tribunes d'expression populaire constituent également une bonne pratique. Ces tribunes qui sont des espaces de dialogues permettant à la population d'interagir directement avec les autorités sont très bien appréciées par les communautés et les autres acteurs. Beaucoup d'interlocuteurs trouvent que ces espaces donnent l'occasion aux acteurs de discuter directement sur des problématiques importantes des communautés qui concernent tous les groupes sociaux. Ces tribunes ont été qualifiées par beaucoup comme une bonne pratique à reproduire dans la mesure du possible à des interventions futures ou similaires.

## IV. CONCLUSIONS

Aux termes de la présente évaluation, un certain nombre de constats s'imposent à l'issue de l'analyse des données.

L'un des objectifs de la présente évaluation consistait à analyser la performance du projet sur la base d'un certain nombre de critères, notamment la pertinence, l'efficacité, l'effet et la durabilité.

A l'issue de l'évaluation nous pouvons affirmer que le projet a bien intégré les éléments du contexte dans la définition de ses interventions. Les objectifs du projet cadrent bien avec un certain nombre de politiques ou stratégies comme décrit dans le présent rapport. A titre d'exemple, on cite la politique nationale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans son Pilier 1, ainsi que la stratégie nationale de la réconciliation et la cohésion sociale dans son axe 2.

En termes d'efficacité, on peut noter un niveau de réalisation des activités et résultats globalement très satisfaisant. Cependant, le dépassement des cibles pour la plupart des activités et indicateurs montrent que le contexte du Pays a conduit le projet à une certaine prudence dans sa planification. Ce qui soulève également la question d'efficience du projet (même si ce critère n'a pas été abordé dans la présente évaluation), notamment en ce qui concerne l'utilisation optimale des ressources (humaines, matérielles et financières) qui pourraient être mieux planifiées pour d'autres activités afin d'obtenir des effets sur une échelle plus large.

Le projet a réussi également à mobiliser les acteurs autour de la lutte contre la désinformation, en mettant l'accent sur l'implication des femmes et des jeunes. En matière de collaboration, le projet a renforcé les capacités des acteurs (ambassadeurs de paix, professionnels des médias) afin de mener des activités ensemble pour la prévention et la lutte contre la désinformation et les discours de haine.

Les interventions du projet ont également impulsé un changement progressif des attitudes et des perceptions des populations et des acteurs traitant ou consommant l'information. Cela se manifeste par l'adoption d'attitudes positives face aux fausses informations et aux rumeurs, par des membres des communautés.

Bien que des mécanismes soient en place pour maintenir ces acquis, à travers des comités de suivi/veille créés dans plusieurs localités, il conviendrait de renforcer ces mécanismes pour la durabilité des acquis par l'appui à l'élaboration des plans de désengagement permettant une meilleure responsabilisation des acteurs locaux.

## V. RECOMMANDATIONS

A l'issue de la présente évaluation, il convient de proposer un certain nombre de recommandations sur la base des constats.

### *A l'endroit de Search*

- *Mettre plus d'accent sur les jeunes dans les activités de sensibilisation sur la lutte contre la désinformation*

L'un des constats ressortis des résultats de l'évaluation est que la population considère les jeunes comme les acteurs qui contribuent le plus à la propagation de fausses informations et rumeurs. En outre, les réseaux sociaux qui constituent les principaux outils d'informations des jeunes et les grins des jeunes sont considérés comme les sources les moins fiables dans la diffusion de l'information.

Il convient donc de mettre plus d'accent sur les jeunes dans les activités de sensibilisation pour la lutte contre la désinformation, en priorisant surtout l'utilisation des réseaux sociaux de façon plus judicieuse.

- *Toucher plus de professionnels de médias par des formations*

Un autre constat sorti de l'analyse est que les professionnels de médias sont aussi considérés comme contribuant le plus à la propagation de fausses informations et de rumeurs. Cela arrive généralement lorsque ces derniers sont outillés pour l'exercice du métier.

Il y a donc une nécessité pour Search d'élargir les formations sur la « communication responsables » à un grand nombre de professionnels de médias.

- *Développer des synergies avec d'autres intervenants des zones d'interventions :*

On note de l'analyse des informations recueillies que Search et son partenaire CNAP n'ont pas développé de synergie suffisante avec d'autres intervenants dans les zones d'interventions.

Pour avoir des résultats à plus grande échelle, Search devrait développer des synergies et complémentarité avec d'autres acteurs. Cela pourrait se concrétiser par la création de systèmes locaux d'alerte rapide ou des réseaux locaux de lanceurs d'alerte qui pourront échanger des informations avec le CNAP afin d'aider la définition de réponses adéquates contre le phénomène de la désinformation, et au-delà, la prévention des conflits.

- ***Accompagner les structures locales (comités locaux, les cadres de partage d'expériences, les ambassadeurs de paix:***

On note de l'analyse que les structures mises en place dans le cadre de ce projet démontrent l'engagement et la volonté de construire, mais sont butées au manque de ressources financières pour mener cette activité. Le projet a commencé à mettre l'accent sur la durabilité vers la fin. Pour consolider les acquis et rendre durable les actions déjà réalisées, il est nécessaire de continuer à accompagner les acteurs locaux dans la lutte contre les phénomènes de la désinformation et des discours de haine.

- ***Accompagner/Renforcer les administrateurs des groupes WhatsApp mis en place :***

Des groupes WhatsApp ont été mis en place dans certaines localités du projet et d'autres aussi influents ou plus existents. Il s'agit, dans une perspective de nouvelle phase, d'enrôler les administrateurs de ces groupes dans le cadre des activités de type "Cybergardiens" les en former sur la gestion des conflits et les mécanismes de régulations des groupes WhatsApp.

- ***Poursuivre la diffusion de capsules vidéo produites par les artistes dans le cadre du challenge :***

L'initiative du challenge a vu la participation d'artistes confirmés et des talents en herbe qui ont produit des courtes vidéos sur les méfaits de la désinformation et des discours de haine. Ces produits ont touché des centaines de milliers de personnes (public jeune). Pour pérenniser les effets et les minimiser, il y a lieu de poursuivre la diffusion des capsules produites dans le cadre de ce challenge sur les pages administrées par Search et encourager leur partage par les suiveurs, en plus des commentaires et likes.

#### ***A l'endroit de Search et de CNAP***

- ***Renforcer les capacités de CNAP sur les procédures administratives et financières de Search***

Le constat est ressorti, aussi bien pour Search que pour CNAP, que la lenteur des procédures financières et les retards dans la justification des fonds constituent des goulots d'étranglement dans la collaboration entre les deux structures.

A cet effet, nous recommandons un renforcement des capacités des agents en charge de la mise en œuvre du projet au niveau de CNAP sur les procédures financières de Search.

- ***Soutenir le développement d'une application mobile pour la plateforme alerte-Mali***

La plateforme alerte-Mali qui a été conçue dans le cadre de ce projet pour faciliter précocement doit être adaptée aux besoins réels des communautés concernant la facilitation des prises de décisions.

Autrement dit, développer un mécanisme qui permette de traiter les informations et prendre des décisions au niveau plus infra (régional, local). Pour faciliter la remontée des informations, il y a aussi nécessité de développer une application mobile «**Alerte-Mali**» qui peut fonctionner offline.

### *A l'endroit de CNAP*

→ *Vulgariser la base de données Alerte Mali :*

Avec l'appui du projet, le CNAP a mis en place le Dispositif de collecte et de remontée d'informations Alerte **eMaAli**. Ce dispositif est un outil très important dans la prise de décision pour la prévention des crises à travers la production d'informations fiables. Cependant, un des constats de l'évaluation est que ce dispositif reste encore peu connu de la population.

Il est donc important de mener des actions pour vulgariser le dispositif **Alerte-Mali**.



## **6. ANNEXES**

*Annexe 1 : Termes de Référence*

*Annexe 2 : Outils de collecte de données*

*Annexe 3 : Documents utilisés*